

N° 706 — 3 F
DU 18 JUIN AU 24 JUIN 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

la référence
italienne

LUTTE. CONTROLE. AUTOGESTION

HAUTE NORMANDE

le socialisme
aux couleurs
de la fête



Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- **Où va la France?** Léo Goldberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphane Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis.
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot - C. Bourdet.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Maquette :

Chantal Lender
Max Pagis

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

Compo-presse, Paris.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

En cas de victoire de la gauche. *Victor Fay* p. 4
Unité populaire et autogestion. *Léo Goldberg* p. 5
Ponia et l'affaire Siméoni : un fier-à-bras peu fier de lui. *Rémy Grillault* p. 5
La justice en question. *Fabrice Laurent* p. 6

Briser la chaîne

37^e congrès de la CFDT :
— le débat sur les conditions de travail. *Emmanuel Carroube* p. 7
— la parole des femmes. (interview recueillie par *Yves Sparfel*)
Briquets Dupont : la flamme d'une grève p. 9
La Samaritaine tue p. 9

Notre dossier :

La fête du PSU à La Courneuve

Le socialisme aux couleurs de la fête. *Michel Mousel* p. 11
Deux jours à prolonger. *Michel Acidant* p. 12
La fête avec des lunettes. *Lucien Saintonge* p. 14
Contre les agressions. *Alain Mamou-Mani* p. 14
Photos dossier : Colbère et Olivier

Les choses de la ville

Vers un syndicalisme du cadre de vie.
(Interview des *CNAPF* par *Jean-François Thoraval* p. 15
Les états généraux du XIII^e. *Jean-François Thoraval* p. 16

Et pourtant elle tourne

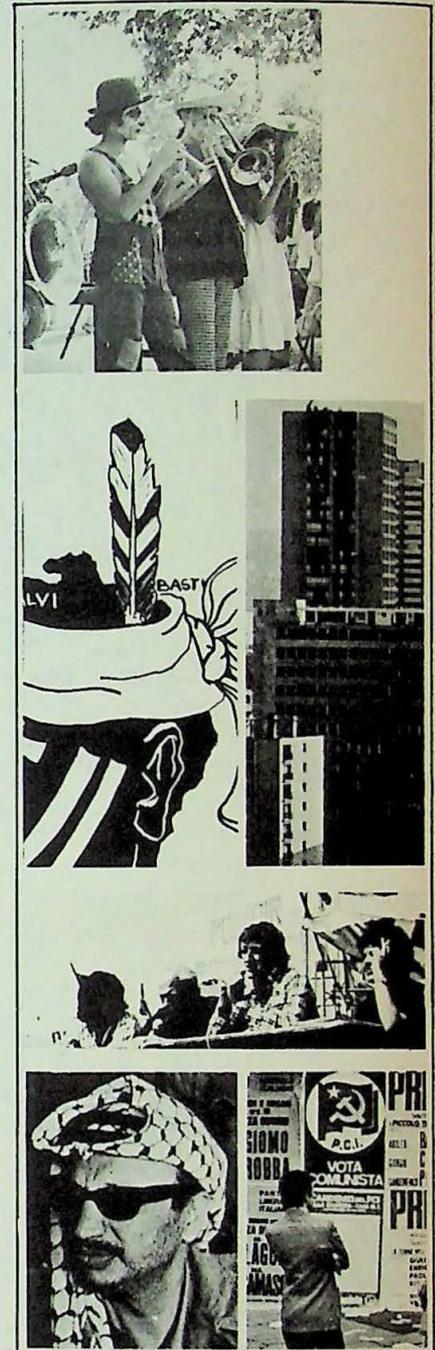
La référence italienne « démocratie prolétarienne » :
Une liste commune mais des projets distincts. *Alain Châtaigner* p. 17
Frioule : deux façons d'affronter le tremblement de terre d'après II Manifesto p. 17
Les Palestiniens à la mer ? *Bernard Ravenel et Alain Tlemcen* p. 18
Les femmes dans la Révolution. (Interview par *Bernard Ravenel*) p. 19

Tribune de l'autogestion

6 heures à Laval p. 20

C'est aussi politique

Cinéma : Rêves et réalité : (F comme Fairbanks ; Nous nous sommes tant aimés ; Next stop greenwich Village). *Michel Acidant* p. 21
Le centre populaire de formation socialiste : les minis-cassettes. *Christian Berger* p. 22



Avec Découverte et Culture, Loisirs

4, rue d'Aligre, 75012 Paris. Tél. 344-12-50.

Visiter des « Pays de l'Est »

- **Albanie :** 15 jours en août,
- **Yougoslavie :** 3 semaines en juillet et en août et se mettre en route pour un socialisme de demain, le nôtre !...

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F
avec en prime un livre au choix :
Avec l'abonnement d'un an :
— Servitude et grandeur du P.S.U. (E. Depreux).
— Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).
— L'Etat-patron (Ph. Brachet).
— Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).
— L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :
— Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).
— Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).
— Le mai des Banques (militants CFDT).
— IX^e congrès du P.S.U. Amiens. Décembre 1974.
— Le Marché commun contre l'Europe.
— Le Manifeste du P.S.U.
— Critique socialiste n° 23 ou 24.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

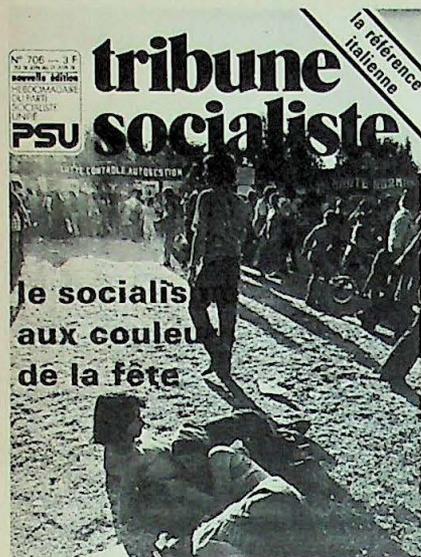
CCP - PSU 14 020 44 Paris
M. Mme Mille
Adresse
Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mille
Adresse
Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).
Ci-joint versement CCP CB (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
(1) Rayer les mentions inutiles.



éditorial

de Thorez à Marchais la même main tendue

La semaine dernière à Lyon, et 40 ans après Thorez, Marchais a lancé un nouvel appel aux chrétiens de France, pour les inviter à s'intégrer à l'Union du peuple de France. Au-delà des manœuvres électorales, se pose effectivement la question de la place des chrétiens dans la lutte pour le socialisme. A l'occasion de l'élaboration de son programme, le PSU se devra de rompre le silence sur ce front.

Si le contexte est différent de 1936, du fait à la fois de l'affaiblissement relatif du poids de la hiérarchie catholique, et de la forte percée du PS dans les couches chrétiennes, la visée reste la même que celle de Thorez : « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis ». Evidemment le ton est plus moderniste. A l'exemple du PCI, Marchais parle de pluralisme culturel : « L'uniformité, le nivellement, le « communisme de caserne » sont étrangers à notre idéal ». On attend évidemment une reconnaissance dans la pratique des traditions politiques multiples du mouvement ouvrier.

Les questions traitées dans le long discours de Marchais rejoignent celles que se posent les chrétiens intéressés par un mouvement des « chrétiens pour le socialisme » (dont une partie se sont retrouvés les 6 et juin à Orléans). Face à la politique attrape-tout et tous azimuts du PS, la déclaration du PCF à le mérite de la clarté. Mais cela ne peut nous satisfaire.

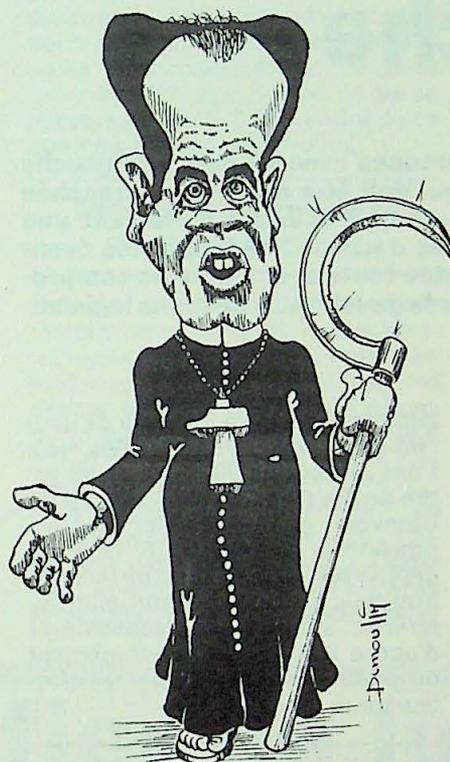
Le PSU pour sa part ne tend pas la main aux chrétiens. Il les rencontre quotidiennement dans les luttes populaires. C'est avec eux que le PSU

lui-même, et plus largement le courant autogestionnaire, ont pu et peuvent encore se développer. C'est de l'intérieur d'une pratique révolutionnaire commune, que peuvent être débattues les questions sur les références culturelles, idéologiques et philosophiques.

Si nous sommes d'accord pour dire « nous ne considérons pas la foi des chrétiens comme intrinsèquement perverse et ennemie née du mouvement ouvrier » ou « nous constatons que les chrétiens sont de plus en plus nombreux à ne pas vivre leur foi comme une résignation, comme une fuite ou une consolation », il y a une manière de rassurer les chrétiens qui nous paraît dangereuse : « Nous ne déclarons pas et ne déclarerons jamais la guerre à la religion ». Sur ce point le PCF est en retrait sur beaucoup de chrétiens qui tentent de redécouvrir une référence non idéaliste à Jésus, critiquant radicalement les comportements religieux. C'est peut-être ce qui a fait s'écrier à un participant de la rencontre d'Orléans : « Si les communistes devenaient chrétiens, eh bien, ce seraient les pires intégristes ».

Pour notre part, nous pensons nécessaire d'interpeller les chrétiens sur leurs comportements, sur les valeurs qu'ils véhiculent, sur les institutions qu'ils fréquentent. Pour nous la foi, tout comme le mode de vie, les rapports hommes-femmes, ce n'est pas une affaire privée. Cela nous renvoie une fois de plus sur la différence entre front antimonopoliste des mécontents et stratégie anticapitaliste conséquente.

Yves BAROU ■



La presse écrite l'avait annoncé ! France-Inter le signalait à la fin de chacun de ses bulletins d'information de la matinée du mardi 15 juin : Michel Mousel, secrétaire national du PSU, devait participer à l'émission « 13-14 ».

Vers onze heures, la rédaction de France-Inter prenait contact avec le service Presse du PSU pour annuler l'invitation.

Pour le PSU, il n'y a qu'une explication à cette volte-face : invité en dernière minute, sans doute à sa demande, Monsieur Stoléro, secrétaire d'Etat à la Condition des travailleurs manuels, a probablement réclamé — et obtenu — le vide autour de lui pour cette émission.

Après avoir entendu sa médiocre prestation, on comprend mieux son souci d'éliminer toute contradiction.

Cette manœuvre déshonorante n'aura pas empêché les auditeurs de France-Inter de saisir l'essentiel de l'intervention de M. Stoléro. Il ne s'agit plus de s'adresser aux travailleurs manuels qui n'ont aucune illusion sur ce que peut leur offrir ce gouvernement. Il y a maintenant en France un Secrétaire d'Etat à la cohésion sociale, chargé du sauvetage des suffrages des cadres.

Voilà qui montre à qui désormais se limitent les ambitions du pouvoir : une tentative désespérée pour colmater les brèches par lesquelles risque de fuir sa base électorale. Mais il ne fallait sans doute pas que ce fût dit. ■

humeur

le ciel a bon dos

Dans l'Orne, la Vendée, à Fougères les éleveurs ont vendu une bonne partie de leur bétail, les cours de la viande se sont écroulés à la production...

Bonnet a dit : « Mangez des fruits et des légumes du Midi, cela va aider à écouler la surproduction ». Mais la mévente et les cours catastrophiques de ces denrées continuent dans le Sud et les prix du négoce viennent d'augmenter de 100 % à Rungis.

Les travailleurs devront-ils se réduire à la portion congrue pendant que les paysans crèvent à côté d'innombrables produits qui pourraient remplir nos marchés à des prix en rapport avec les budgets moyens ? Le gouvernement continue à vouloir faire payer la crise, comme la sécheresse aux travailleurs pendant que le négoce spéculé et s'enrichit.

Si quelques agriculteurs frappés par la sécheresse s'illusionnaient encore sur l'aptitude du pouvoir à résoudre d'aussi graves problèmes, ils ont pu constater, après les déclarations de la semaine dernière, que l'imagination du gouvernement n'était pas plus fertile que les terres en difficulté de Bretagne, de Normandie, ou d'ailleurs.

Une fois de plus les travailleurs vont devoir se restreindre. Mais, comme toujours, les gros industriels ne sont pas inquiétés ; pourtant, de l'eau, ils en consomment beaucoup...

Les problèmes posés par la sécheresse mettent une grande partie de l'agriculture française dans une situation qui devient chaque jour plus dramatique. Dans la moitié Nord de la France, et principalement dans l'Ouest, le fourrage frais se fait de plus en plus rare, ce qui conduit à un abattage prématuré du cheptel et à une réduction de la production de lait. Les récoltes de betteraves et de blé subiront cette année une forte diminution ; quant à celle de l'orge, elle est sérieusement com-

promise. Les conséquences sont d'autant plus graves que les exploitations sont petites. Car il est toujours possible de limiter les catastrophes dues au manque de pluie, si un réseau d'irrigation efficace est mis en place *préventivement*. Et ce n'est pas le cas, faute de moyens financiers, pour les petits agriculteurs. Les communes rurales ont, de leur côté, bien du mal à réunir les crédits nécessaires pour installer des réseaux hydrauliques convenables. Les conseils généraux préfèrent favoriser les travaux de routes et d'autoroutes, ou financer les installations de certaines entreprises. Les agriculteurs paient aujourd'hui les conséquences de ce *choix politique* qui met en danger l'équilibre de la production agricole nationale.

Mais il faut surtout savoir que les agriculteurs ne sont pas les seuls consommateurs d'eau : les industriels sont au tout premier plan. Dans les secteurs du pétrole, du plastique, de la chimie ou de la métallurgie, on utilise des dizaines de milliards de m³ d'eau, on les pollue et on les rend inutilisables à l'irrigation agricole. Chose étrange, toutes ces industries ne sont pas inquiétées par le manque d'eau. Pour elles, la sécheresse n'existe pas !

Ces données nous prouvent que la période difficile que traversent nos campagnes n'est pas seulement liée aux conditions météorologiques, mais aussi et surtout à la politique irresponsable du gouvernement. Celui-ci a quand même pris trois décisions : attendre la pluie, étudier le problème en septembre, restreindre la consommation des particuliers. Après les agriculteurs, c'est donc l'ensemble des travailleurs qui va être victime de la politique agricole giscardienne, car en plus des restrictions d'eau, certains produits vont augmenter pour cause de rareté (sucre par exemple).

A ce que le gouvernement appelle *solidarité nationale*, le PSU répond : *mobilisation nationale* contre les restrictions imposées aux travailleurs, pour des travaux nécessaires à la bonne irrigation des terres, contre les industriels destructeurs du milieu naturel.

Fabrice LAURENT ■

Où va la France ?

en cas de victoire de la gauche

L'intention de former des listes communes avec les partis de gauche aux élections municipales de 1977, qui doit être débattue et tranchée par le Conseil national du PSU d'automne, n'exclut nullement une attitude critique à l'égard de certaines décisions de nos alliés éventuels. C'est ainsi que devrait être rejetée toute éventualité de compromis avec Giscard, en cas de victoire de la gauche aux élections législatives de 1978.

Or, dès maintenant, une telle solution serait non seulement envisagée, mais admise par le parti socialiste. Pour Mitterrand, il s'agirait, s'il était nommé premier ministre, de conclure avec Giscard un accord étalant sur toute la durée du mandat de l'Assemblée nationale le calendrier des réformes. Les réformes de structure, telles que les nationalisations, ne devraient intervenir qu'en 1981, après l'élection présidentielle.

les pouvoirs du président

Pour Marchais, Giscard doit se « soumettre ou se démettre ». La formule paraît catégorique. Elle signifie simplement que le président de la République est sommé d'accepter le verdict du suffrage universel et de charger le leader du parti de gauche le plus représentatif, en l'occurrence Mitterrand, des responsabilités gouvernementales. Marchais compte sur l'élan populaire pour imposer l'application des réformes inscrites au programme commun. Seguy et Maire ont déjà annoncé qu'ils n'accepteront aucune « pause ». Mais la présence des communistes au gouvernement risque de contrarier l'action syndicale comme cela a eu lieu entre 1944 et 1947.

Ni Mitterrand, ni Marchais n'envisagent une réforme constitutionnelle, limitant les pouvoirs exorbitants que s'est fait attribuer de Gaulle et qui consacrent la prépondérance absolue de l'exécutif sur le législatif. Si Giscard consentait à coopérer avec Mitterrand, il ne renoncerait pas pour autant à ses prérogatives présidentielles. Il garderait en effet le droit de renvoyer le premier ministre de gauche quand il le jugerait opportun. En cas de vote de la censure, il pourrait dissoudre aus-

sitôt l'assemblée à majorité de gauche et ordonner de nouvelles élections ; mais une décision de cet ordre présenterait l'inconvénient d'un désaveu, comme le montrent les précédents historiques. Si la bourgeoisie n'était pas en état de recourir à un coup de force préventif, elle préférerait saboter et déconsidérer d'abord l'œuvre du gouvernement de gauche, avant d'appeler les électeurs aux urnes.

tirer des leçons des échecs...

Lénine a écrit que la bourgeoisie reste forte, même écartée des leviers de commande. D'autant plus qu'elle détient l'essentiel du pouvoir économique sans parler de son influence sur l'appareil administratif et répressif de l'État. En cas de victoire de la gauche, les réformes devront être appliquées d'urgence, si l'on veut que les travailleurs se reconnaissent dans le nouveau gouvernement et qu'ils lui accordent leur confiance et leur soutien. Toute tentative de rassurer la bourgeoisie, en lui faisant des concessions, l'échec de la gauche et son évincement du gouvernement.

Les précédents dans ce domaine sont nombreux et concluants. Majoritaire en 1924 à la Chambre des députés, le cartel des gauches, n'osant pas s'attaquer aux forteresses de la bourgeoisie, notamment à la Banque de France, ni juguler l'inflation, se heurte, selon l'expression pittoresque d'Herriot, au « mur d'argent ». Il capitule sans combat, et remet, au bout de deux ans d'exercice d'un pouvoir sans gloire, les rênes de l'État au sinistre Poincaré.

Majoritaire en 1936, le rassemblement populaire forme le gouvernement de Léon Blum, composé des

radicaux et des socialistes, soutenu par les communistes, qui refusent cependant d'y participer. C'est sous la pression populaire et à chaud que sont adoptées les réformes essentielles : la semaine de quarante heures, les congés payés, les conventions collectives (aucune d'elles n'ayant figuré au programme du rassemblement populaire) et que sont revalorisés les salaires, à l'issue d'une âpre négociation entre la CGT et le patronat, tandis que quatre millions d'ouvriers occupent les usines.

Dès 1937, pour désamorcer la tension sociale et apaiser les inquiétudes de la bourgeoisie, prête à toutes les trahisons, Léon Blum proclame « la pause », stoppe les réformes, refuse d'intervenir en faveur des républicains espagnols. Le pouvoir de déplace vers le centre-gauche, puis vers le centre-droit, pour échouer, après la défaite militaire et le sabotage de la Chambre du Front populaire, entre les mains de Pétain et de

maintien de Giscard à la tête de l'exécutif, au prix d'un « compromis historique » à la française, devrait être catégoriquement écartée. Là aussi, les précédents historiques sont irréfutables. En 1876, le maréchal Mac Mahon, président de la République et champion de « l'ordre moral », ayant refusé de s'incliner devant la volonté du suffrage universel et ayant dissous la Chambre des députés à majorité républicaine, est contraint de se retirer, après une nouvelle élection confirmant le verdict du pays.

En 1924, le président Alexandre Millerand, leader du « bloc national », conservateur, n'osant pas recourir à la dissolution tombée en désuétude, et refusant de nommer un président de conseil radical, est obligé de démissionner par la Chambre du Cartel des gauches.

On pourrait contester le bien-fondé de ces précédents en arguant que Giscard a été élu au suffrage



Photo R. COHEN/AGIP

la pire réaction au service de l'envahisseur.

Aussitôt après la libération du territoire national, le gouvernement du général de Gaulle, auquel participent communistes et socialistes, effectue les premières nationalisations, établit la Sécurité sociale, crée les comités d'entreprise, alors que les milices populaires et les comités de libération plantent les jalons d'une dualité du pouvoir. Leur dissolution, avec le consentement du PC, le rétablissement par de Gaulle de l'autorité centrale, son refus de la réforme économique et monétaire préconisée par Mendès-France, freinent la poussée ouvrière et permettent à la bourgeoisie, compromise par la collaboration avec Hitler, de rétablir son autorité et de reprendre la direction des affaires du pays.

... et des épreuves de force

Ces expériences prouvent que toute velléité de s'accommoder du

universel et non Mac Mahon ou Millerand. Lecanuet est allé jusqu'à prétendre qu'en cas de conflit entre l'Assemblée et le président de la République, c'est ce dernier qui tranche, s'élevant à la fois en juge et partie. Faut-il préciser qu'une telle interprétation équivaut en fait au refus de l'alternance ? Cette interprétation abusive a été démentie par l'auteur de la constitution lui-même. En effet, de Gaulle, élu au suffrage universel en 1965, abandonne de plein gré le pouvoir, après l'échec du référendum de 1969 sur la réforme régionale et sénatoriale. Or, son mandat présidentiel n'expirait qu'en 1972 et sa politique générale a été approuvée lors des élections législatives de 1968.

Le maintien de Giscard à la présidence de la République, avec les prérogatives régaliennes dont il dispose, priverait le peuple des fruits de la victoire et l'empêcherait d'entreprendre les transformations fondamentales de la société. Il n'est pas tolérable !

Victor FAY ■

unité populaire et autogestion

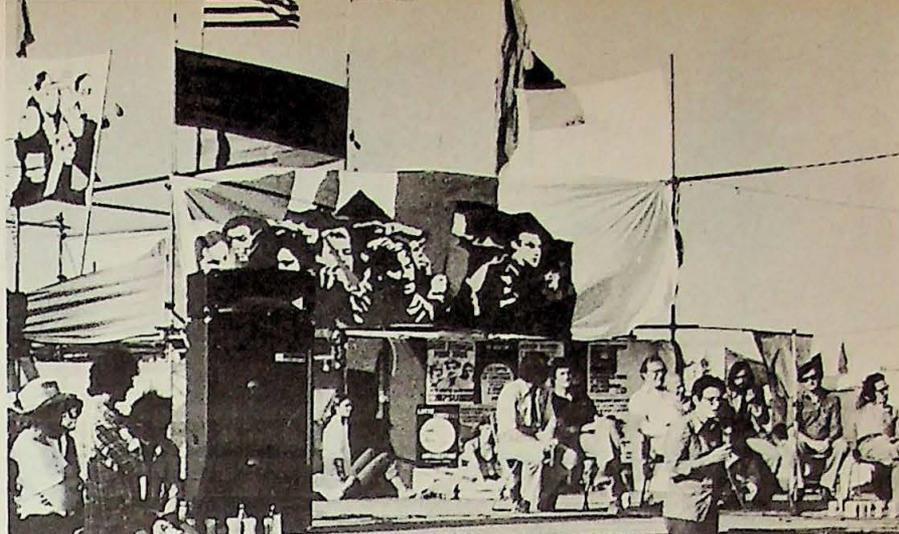
Ce dimanche 13 juin, à La Courneuve, le soleil était de la fête, mais la politique aussi. Malgré la chaleur, plusieurs centaines de personnes (ou milliers ?) s'étaient regroupées autour du forum central pour assister au débat sur « Unité populaire et autogestion socialiste ».

Après une brève présentation, Michel Mousel ouvre le feu en constatant que le sujet peut paraître vaste, mais que pour le PSU, unité populaire et autogestion socialiste sont les deux piliers indissociables de sa stratégie. Il n'y a pas un côté cour qui serait l'unité populaire et un côté jardin qui serait l'autogestion, mais une certaine conception de l'unité qui découle des objectifs révolutionnaires qu'on lui fixe. Oublier le lien nécessaire entre l'une ou les autres conduit soit à privilégier l'unité et finalement à abandonner ses objectifs révolutionnaires, soit à une conception restrictive de l'unité : les conseils, organismes de base du socialisme autogestionnaire ne doivent pas regrouper une avant-garde éclairée, mais l'ensemble des travailleurs et des couches populaires.

Yves Salesse (du BP de la LCR) se déclare d'accord avec le PSU pour rechercher l'unité d'action avec les organisations du mouvement ou-

vrier. Mais il estime que la classe ouvrière est partagée entre des conceptions différentes, et que les révolutionnaires seront inévitablement conduits à affronter les directions réformistes. En effet, les comités de base se heurteront à l'appareil d'Etat ; la coexistence de ces deux structures de pouvoir est impossible : l'une devra l'emporter sur l'autre.

Patrick Viveret (de la revue *Faire*) est en complet désaccord avec Yves Salesse. Selon lui, l'expérience historique montre que la coupure entre la gauche et l'extrême gauche conduit non pas au débordement des réformistes par les révolutionnaires, mais à une contre-offensive victorieuse de la droite. Si la gauche se contente d'occuper le terrain électoral, et l'extrême gauche à animer les luttes sociales, la division entre base et sommet débouchera finalement sur la victoire de la bourgeoisie.



Il faut trouver une articulation entre les pouvoirs de base et le pouvoir d'Etat — c'est la seule stratégie possible.

P. Renvallion (auteur de *l'Age de l'autogestion* et sur lequel TS reviendra prochainement), regrette que l'on parle beaucoup de stratégie sans s'interroger davantage sur les objectifs. Quel pouvoir veut-on mettre en place ? L'autogestion, qu'est-ce que c'est ? On a parfois l'impression que comme dans une auberge espagnole, chacun y trouve ce qu'il y apporte. Tout ne commencera pas après une victoire électorale de la gauche ; bien au contraire, ce qui se passera après 1978, dépendra de ce que nous ferons aujourd'hui.

Modifier le rapport de forces

Après différentes interventions mettant en cause le PS, Patrick Viveret reprend la parole pour mettre en évidence l'enjeu que constituent les débats internes des organisations de la gauche traditionnelle. Il faut porter le débat au sein même des forces contrôlées par le PC et le PS : si la critique (du réformisme ?) ne s'exprime pas à l'intérieur du mouvement des masses, mais à l'extérieur, ce qui s'est passé au Chili et au Portugal se reproduira. Michel Mou-

sel revient sur « l'articulation » entre pouvoirs de base et pouvoir d'Etat dont parle Patrick Viveret (et le CERES). Qu'entend-on par là ? On peut craindre que dans l'esprit des dirigeants du PS, il s'agisse surtout de réduire les conseils de travailleurs à une sorte d'exutoire temporaire, de façon à les digérer par la suite. Pour le PSU, au contraire, le socialisme autogestionnaire suppose un renversement de l'appareil d'Etat actuel au profit des conseils de travailleurs. Quant à la façon dont Yves Salesse envisage l'affrontement avec les réformistes, elle paraît quelque peu schématique. Il faut que, dès aujourd'hui, de larges masses imposent, dans l'action, une orientation anticapitaliste. Ceci implique que les révolutionnaires seront capables à la fois d'impulser des actions de masse, et de poser le problème du contenu politique des objectifs de l'unité aux directions du PC et du PS.

Victor Leduc conclut en se félicitant qu'au terme d'un débat, peut-être un peu abstrait, des membres du PS et de la LCR en viennent finalement à reprendre à leur compte l'autogestion socialiste et l'unité populaire. Mais l'accord sur les mots n'est pas tout. Lève-t-il réellement les désaccords plus profonds sur leur contenu ?

Léo GOLDBERG ■

un fier-à-bras peu fier de lui

A la fin de la troisième semaine du procès Siméoni, on apprenait que le Conseil des ministres n'avait pas autorisé Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, à comparaître en tant que témoin devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Celui-ci, bien entendu, s'est immédiatement soumis à cette décision.

Ainsi, le ministre d'Etat, dont les responsabilités sont apparues accablantes à la fin même des dépositions de tous les témoins appelés par l'accusation, préfère garder le silence plutôt que de s'expliquer sur le déroulement des événements d'Aléria.

les sourds, les aveugles, et les menteurs

Préfet, sous-préfet, responsables du service d'ordre, sans parler de Liber Bou, alors animateur de la mission interministérielle chargée du développement de la Corse, se voient lâchés par leur ministre. Il n'est pas facile d'obéir aux ordres de Poniatowski. Tous ceux qui ont été amenés à intervenir dans l'affaire d'Aléria, au nom du gouvernement, n'ont pu qu'exprimer leur malaise. Mais aucun d'entre eux n'imaginait



sans doute qu'en exécutant les consignes du ministre, ils obéissaient aux ordres d'un pleutre. L'auteur de « Cartes sur table » avait employé une formule pour caractériser l'Etat UDR : « c'était, disait-il, le temps des copains et des coquins ». Aujourd'hui, nous progressons : nous en sommes au temps des faquins.

Il est vrai que Poniatowski n'est pas seul en cause. Comme d'habitude, il est rejoint par un autre des nobles larrons de ce gouvernement : le Garde des Sceaux, Jean Lecanuet.

C'est avec effarement qu'au fil des débats, on a appris que le juge d'instruction avait refusé toute expertise balistique. C'est, qu'en effet, l'essentiel des fondements apparents de l'accusation se seraient effondrés. Il est établi aujourd'hui :

- que des tireurs s'étaient cachés derrière les forces de l'ordre, au milieu des vignes. « On tirait de partout » dit un témoin, qui s'appuie sur les propos d'un gendarme. Le juge d'instruction ne voulait ni entendre ni voir ;
- plus grave : contrairement aux déclarations des gendarmes qui affirmaient n'avoir employé, lors de l'assaut, que des grenades lacrymo-

gènes, l'un des accusés, Sereni, qui a eu le pied arraché, a été atteint par une grenade « offensive ». Sur ordre de qui les gendarmes ont-ils obstinément menti, et pendant l'instruction, et pendant le procès ?

la voix de la Corse

Ainsi, tous les éléments rassemblés par l'accusation se sont effondrés comme château de cartes.

Ce ne sont pas les réponses de dernière heure de Poniatowski sur Commission de la Cour, ni le réquisitoire de quatre heures du procureur qui lui ont permis de remonter le courant.

Avec l'audition de la défense, le ton va changer.

Le centre de gravité du procès va se déplacer. Il est temps que la voix du peuple corse soit entendue. Il est temps que soient nommées toutes les formes d'exploitation subies par la population de l'île. Que soient précisées les responsabilités du régime dans cette situation. Que soient affirmées les revendications corses devant la Cour de Sécurité de l'Etat qui, en tout cas, ne pourra pas évacuer les aspirations dont les accusés sont porteurs.

Rémy GRILLAULT ■

la justice en question

Charvet (syndicat de la magistrature) déclare à TS :
« Notre rôle, pendant la période de transition au socialisme, est d'aider nos confrères à assumer leur disparition. La magistrature, dans son fonctionnement actuel, répond à un besoin du pouvoir capitaliste. Un régime socialiste doit la remettre en cause. C'est une garantie à opposer au danger bureaucratique.

Durant cette période de transition, la magistrature sera donc reconsidérée. Un réflexe d'auto-conservation, même de corporatisme et de peur du désordre, peut dresser les magistrats contre le mouvement populaire. Notre rôle est, au contraire, de faciliter l'intégration dans ce mouvement. C'est une des conditions de sa réussite ». (Propos recueillis par Fabrice Laurent).

Assistance nombreuse et attentive samedi autour des représentants du syndicat de la magistrature, du Mouvement d'action judiciaire et du Comité d'action des prisonniers pour les débats sur une liberté sérieusement malmenée ces temps-ci :

sécurité du citoyen ou sécurité de l'Etat ?

Tous les participants ont mis l'accent sur la mutation des pratiques policières depuis que s'est ouverte l'ère du « libéralisme avancé ». Orchestrant les thèmes de la délinquance et de la « sécurité », le pouvoir met en place tout un réseau de contrôles infiniment plus sophistiqué que celui légué par Marcellin.

Face à une contestation qui gagne l'ensemble du corps médical et met en cause toutes les institutions conservatrices du statu quo, Ponia-towski entend développer, diversifier et renforcer les moyens d'action d'une police qu'il voudrait voir agir « comme un poisson dans l'eau ». Renforcement de l'encadrement policier des banlieues et des « grands ensembles » ; mise en place, sous la houlette d'Edgar Faure, d'une « commission des libertés » dont l'objectif essentiel est de restreindre la marge de manœuvre des travailleurs organisés face à la restructuration capitaliste ; textes réglementaires renforçant les pouvoirs de police en matière de contrôles d'identité, de perquisitions et de fouilles ; tout va parfaitement dans le sens déjà indiqué par les fameuses opérations « coup de poing ».

Le syndicat de la magistrature souligne que seule la mobilisation populaire pourrait efficacement s'opposer à l'offensive du pouvoir et à la mise en cause des maigres libertés que les travailleurs ont pu conquérir dans ce régime.

violences patronales restent impu- nies. On met en cause les piquets de grève, mais on bénit les expulsions... Expulsion des grévistes des usines qu'ils occupent, mais expulsion aussi des travailleurs immigrés qui prétendent à une vie décente, comme devait l'expliquer un rési- dant de la Sonacotra.

à quoi (à qui) servent les prisons ?

Notant au passage qu'il était rare de voir réunis des magistrats et des ex-condamnés, le représentant du CAP (Comité d'action des prisonniers) développa le programme revendicatif de son organisation (suppression du casier judiciaire, droit d'association dans les prisons, droit au courrier et au parloir libre) et réaf- firma sa volonté de combattre pour la suppression des prisons, institu- tions de la délinquance.

Le débat ne pouvait pas ne pas évoquer la récente grève, suivie se-

dance que le pouvoir tolère mal. Et, après l'affaire dite « de charette », les sanctions prises à l'encontre du substitut Ceccaldi montrent que le pouvoir n'hésite pas à intervenir directement dans les affaires de justice quand les juges ne sont pas à ses ordres. Mais ses interventions ne font que renforcer la détermination des syndiqués et approfondir la prise de conscience des magistrats qui constatent de plus en plus clairement le décalage qui existe entre les principes et les actes. Ce n'est pas la chasse aux sorcières, qui semble gagner l'ensemble de la fonction publique, qui changera quelque chose.

Face à la répression, les travail- leurs, dans les entreprises et dans les appareils d'Etat, mènent le même combat :

— aujourd'hui, pour un minimum de dignité ;

— demain, pour assurer la cons- truction d'une société socialiste où chacun pourra décider librement de l'organisation de son existence.

F. L. ■



Photo Didier MAILLACADJA

Lors de la grève du Syndicat de la magistrature, le 10 juin 1976, les avocats du MAS ont été expulsés du Palais de justice.

Dans le régime capitaliste la liberté est d'abord celle, pour les patrons, d'exploiter les travailleurs. Plusieurs interventions en ont porté témoignage. Tandis que se multiplient les atteintes au droit de grève, sous prétexte « d'entraves à la bonne marche des entreprises », les

lon les derniers pointages par plus de 550 magistrats (en dépit des éva- luations de Lecanuet). La justice s'in- terroge sur son indépendance. Elle ne se satisfait plus d'appliquer les sanctions aux travailleurs et de ga- rantir les privilèges des exploités. C'est une conception de l'indépen-

deux poids, deux mesures

En mai dernier, point fort de la lutte étudiante, deux jeunes chô- meurs, Gilles Collomb et Michel Roux, s'étaient joints à un groupe d'étudiants de Jussieu (Paris VII), munis de pieds de chaises, afin de chasser une trentaine de fascistes armés qui attaquaient la faculté pour la deuxième fois. La poursuite se termina hors de la faculté dans une souricière policière. Gilles et Michel se trouvèrent encadrés par des flics au milieu desquels pavoi- saient les fascistes.

Huit jours après, ils sont jugés pour port d'arme de sixième catégo- rie (par destination). Leurs avocats Me De Félice et Leclerc ont beau ex- pliquer le danger des bandes fascistes, le verdict tombe : 18 mois et 2 ans ferme. Le procureur, lui, récla- mait 5 ans ! Un des fascistes témoi- gna au cours du procès tout en avouant qu'il était armé : il est libre.

Après la condamnation de mili- tants de la LCR de Levallois dans les mêmes conditions, cette affaire vient confirmer ce qui est devenu une loi : « Deux poids, deux mesu- res ». Aujourd'hui n'importe qui peut se retrouver en prison sans rai- son, sans preuve, sans loi : A. Teys- sère, Siméoni, Sylvie Porté, les « démoraliseurs » de l'armée...

Gilles et Michel ont fait appel. Un comité de soutien s'est créé. Ecrivez-leur, ils en ont bien besoin : Gilles Collomb, 53 525 d115, 5 ave- nue des Peupliers, Fleury-Mérogis, 91705 Sainte-Geneviève-des-Bois ; Michel Roux, 18 4094 B214, 42, rue de la Santé, 75014 PARIS.

briser la chaîne

37^e congrès : le débat sur les conditions de travail

On a abondamment répété que ce 37^e congrès CFDT a été essentiellement politique et marqué par ses débats internes. Mais on n'a pas assez souligné la richesse des discussions entre délégués sur le thème des conditions de travail.

Les organisations syndicales et les unions avaient pu, avant le rendez-vous d'Anney, discuter sur le dossier élaboré sous la responsabilité de R. Bono et M. Le Tronc.

Ce dossier très complet (1) avait retenu sept thèmes qui devaient s'enrichir par le travail des délégués : santé, médecine du travail ; le travail posté ; accidents du travail et produits dangereux ; modernisation et techniques de gestion ; organisation du travail, hiérarchie, commandement ; rendement, rythmes et charges de travail ; division des travailleurs en statuts sociaux différents.

Après que R. Bono eut présenté ce dossier aux congressistes, ceux-ci se répartirent en sept commissions sur chacun des sujets ci-dessus. Faire discuter 1 900 délégués n'est pas chose facile et on en retrouva 200 ou 300 dans les commissions 5 et 7 notamment. Malgré une certaine pesanteur dans l'organisation des débats, on put entendre des échanges directement liés aux luttes. En ce sens, le rôle des commissions compensa la relative faiblesse du débat du congrès sur ce point.

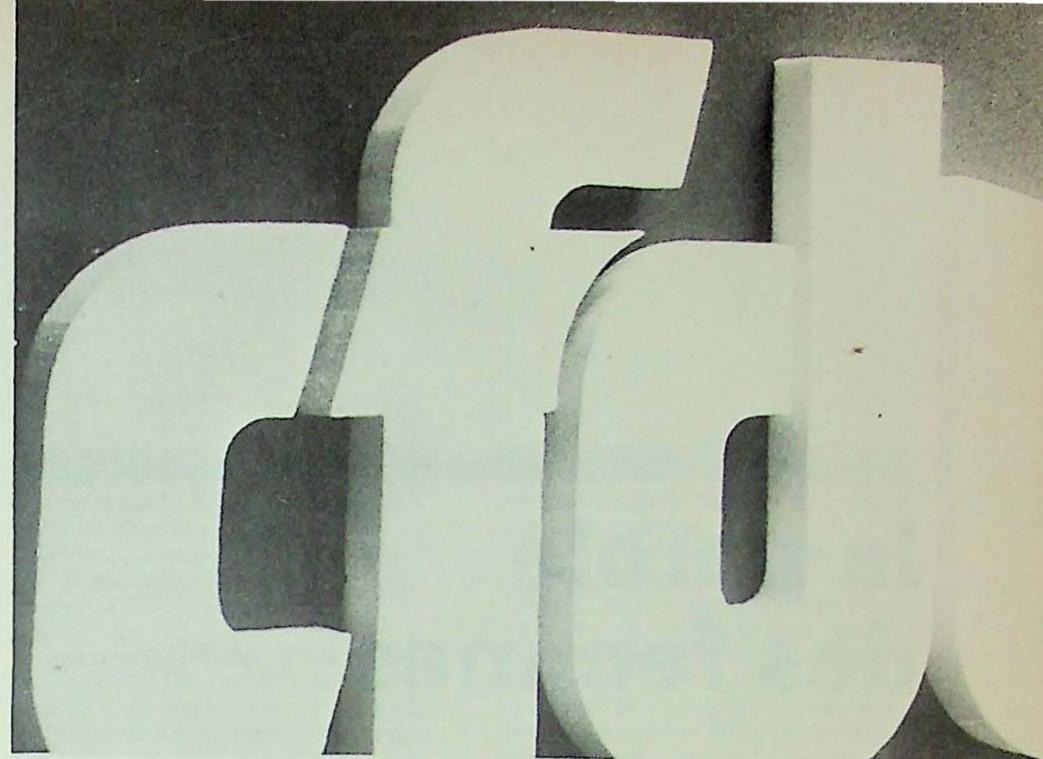
On constata alors que, au même titre que les luttes pour l'emploi et contre la vie chère, les actions revendicatives sur les conditions de travail étaient vécues et analysées par les militants comme un axe essentiel de la bataille anti-capitaliste. C'est à juste titre que R. Bono a pu dire : « Changer fondamentalement les conditions de travail suppose que le capitalisme n'ait plus la maîtrise des investissements... que des rapports sociaux nouveaux et égalitaires remplacent le système à base d'autorité et de hiérarchie dans les entreprises. »

Les participants aux commissions expliquèrent que la remise en cause des conditions de travail reflétait un profond ras-le-bol des travailleurs

devant l'exploitation, l'aliénation quotidienne. Des témoignages, pour certains émouvants, évoquèrent les milliers de morts à la suite d'accidents du travail, l'usure prématurée de la santé, la vie médiocre liée à la fatigue, la conscience d'être ramené à un objet dans la production. Tout ceci passe pour des poncifs « ouvriéristes » ou des couplets pour humanistes faisant semblant de vouloir réformer l'entreprise mais prend une autre force et un sens profond quand ce sont des délégués d'Usinor ou de la SNCF qui les extraient du contenu même de leur action syndicale.

le modèle capitaliste en question

Que retirer de ces nombreuses interventions militantes, de ce dossier, de la résolution interne adoptée par le congrès ? Que la CFDT a décidé d'avoir une stratégie globale sur les conditions de travail et surtout de porter le fer au cœur même du problème, c'est-à-dire au niveau de l'organisation et de la division capitaliste du travail. Cette organisation est aujourd'hui mouvante (cf. la remise en cause du système tayloriste) dans le contexte de la crise du capitalisme et de son cortège de restructu-



rations industrielles. Le souci de l'Etat de laisser les mains libres aux industriels a été violemment critiqué. Et R. Bono a éveillé la bonne humeur des délégués en évoquant « l'ineffable M. Stoleru... », une sorte de Marie-Chantal masculin commis aux travailleurs manuels. En effet, ce n'est pas de Stoleru qu'il faut attendre les mesures nécessaires pour lutter contre les méfaits de la mécanisation, la multiplication du travail en 3 x 8, la déqualification du contenu des tâches et l'accroissement des divisions en catégories des travailleurs. Les expériences citées par les délégués ont bien montré que la DPO ou les équipes semi-autonomes restaient en France des expériences marginales tentées par un petit lot de patrons modernistes. En tout cas, ils ne remettent pas en cause la loi d'airain de la séparation entre conception et exécution.

Des points communs ont été dégagés : l'intégration des revendications sur les conditions de travail dans les cahiers de revendications, la primauté donnée au problème de la sécurité et de la santé (2) (R. Bono a justement critiqué la récente loi sur les accidents du travail qui, sur le point de la responsabilité patronale, est un scandaleux retour en arrière), la nécessité de relier systématiquement conditions de travail et conditions de vie dans l'action revendicative et la lutte contre les inégalités dans les conditions de travail dont souffrent des catégories surexploitées comme les immigrés et les jeunes.

La CFDT, par l'importance qu'elle a donné à ce débat, souligne que le terrain des conditions de travail doit être un terrain d'action prioritaire car il suscite une puissante contestation du modèle capitaliste, une aspiration à la responsabilité face au processus de travail qui est au cœur du

(2) Cf. le très intéressant « Santé à vendre » de l'UR des pays de Loire et le dossier sur les produits dangereux de la FUC.

socialisme autogestionnaire. On ne peut que regretter que l'accent ait été si peu mis sur les revendications liées à l'axe du contrôle ouvrier sur les conditions de travail. C'eût été le moyen de faire la jonction avec le débat d'orientation car le contrôle ouvrier dans la production sera un des enjeux de la mobilisation des travailleurs si en 1978...

Emmanuel CARROUBE ■

la motion des femmes

Considérant la lenteur avec laquelle les problèmes des travailleuses sont prises en charge par toutes les structures de la CFDT,

considérant combien encore la réflexion sur les problèmes spécifiques des femmes reste marginale dans notre organisation,

considérant la sous-représentation des femmes dans les organes de décision à tous les niveaux, le 37^e congrès demande :

1) que le débat sur l'oppression et la surexploitation des femmes soit réellement mené dans toutes les structures à partir des réalités quotidiennes et des luttes vécues par les femmes dans les entreprises et dans la société.

2) que les commissions femmes soient réellement impulsées dans toutes les structures professionnelles et interprofessionnelles.

3) qu'un membre du Bureau national soit spécialement chargé de coordonner les débats et de les retranscrire dans la presse confédérale.

4) que le prochain congrès en fasse un bilan. ■

Photo Christian WEISSADJA



(1) La CFDT avait déjà publié d'autres documents sur les conditions de travail (cf. CFDT Aujourd'hui, n° 2, 5, 6, 8, 11 et les brochures de la FGM sur le travail posté et d'Hacuitex sur les cadences.

la parole des femmes

Les femmes n'étaient pas nombreuses dans ce congrès. De plus, aucun débat sur leurs problèmes spécifiques n'a eu lieu. Jeannette Laot, au nom du Bureau national, a souligné qu'il n'y avait pas eu suffisamment d'avancée sur ce point dans les organisations CFDT et qu'il ne servait à rien de voter des textes risquant de rester lettre-morte. On peut s'interroger devant cette argumentation. Un congrès n'est-il pas un lieu, où les pratiques peuvent être discutées, voire améliorées ou rectifiées? Un débat l'aurait peut-être permis. Voilà pourquoi, nous avons interviewé une militante des banques du Crédit lyonnais, Patricia Ibanez, qui a donné son point de vue à ce propos. Avec d'autres femmes déléguées au congrès, elle avait rédigé une motion que le Bureau national jugea irrecevable. Nous en publions le texte intégral.

TS : Comment ce congrès a-t-il été vécu par les femmes ? Pourquoi le problème des femmes a-t-il été si peu évoqué ?

Patricia Ibanez : Les femmes sont sous-représentées dans les structures syndicales. Par exemple à ce congrès il n'y avait que 10 % de femmes. Les militants hommes, hormis le cas où ils étaient mandatés très précisément, ou contrôlés par la présence de femmes dans leur délégation, éloignaient le débat même si dans leurs structures de base il y avait des commissions-femmes.

La deuxième raison est à mon avis plus complexe : la confédération avait des positions concernant le problème des femmes, qui étaient correctes mais à un moment précis : celui où il n'y avait pas radicalisation des femmes. Maintenant, il y a radicalisation des femmes, un développement du mouvement des femmes, et la CFDT hésite à s'engager dans l'application de toutes ses positions.

Un exemple : quand des femmes essaient de lancer un débat dans la section syndicale, elles s'appuient sur les positions, sur l'acquis de la CFDT, car ils comportent des avancées très « chouettes ». Nous disons : on ne peut pas faire moins que ça. Pourtant, ce sont de vieux textes, sauf l'accord interconfédéral qui est vraiment le dernier texte concernant les travailleuses, qui n'a même pas été repris en compte. Ils ne veulent rien faire.

Par exemple, pour nous au niveau des banques, pour la journée du 8 mars sur les travailleuses, nous pensions que comme l'année précédente (pour le 13 mars), la CFDT appellerait à agir. Lorsque nous avons appris qu'il n'y aurait rien, nous avons adressé une motion à l'UD et à l'URP pour insister sur la nécessité d'une action le 8 mars. Mais c'est en cette occasion que nous nous sommes vraiment aperçu que lorsqu'il fallait développer réellement parmi les travailleurs ce qu'est la lutte à mener, la CFDT ne le faisait pas. Bien sûr, les positions de la CGT sont contradictoires avec celles de la

CFDT. Mais c'est trop jouer le beau rôle que de ne pas s'associer à une journée d'action, de ne même pas avoir contacté la CGT pour définir une possibilité commune.

Un argument qu'on nous avance souvent est le suivant : les militants hommes ne sont pas prêts à reprendre en charge une action sur les femmes. Mais, moi, je crois qu'il faut bien commencer un jour. Ainsi pour ce qui se passe à l'heure actuelle dans le « travail » femme ; il y a des tas d'initiatives très intéressantes à la base, qui montrent que certaines sections syndicales prennent vraiment en charge ce problème. Pourtant, il y a des difficultés pour que les militants hommes prennent matériellement leur part aux activités, mais même ça peut être réglé. Par contre, dès qu'il s'agit de globaliser tout ce qui se fait, là, il y a blocage complet.

TS : Où sont, selon toi, les blocages ?

PI : Le premier obstacle à lever reste donc de convaincre les militantes et les militants qu'il y a oppression, de lancer le débat. Le deuxième, de longue haleine, c'est de faire prendre en charge cette réflexion par tout le monde.

Le problème se pose donc très concrètement : certains hommes sont prêts à voter la création d'une commission femmes, mais les femmes devront avoir une double activité. C'est comme dans le boulot : tu es deux fois militante. Sous peine de te le faire reprocher, tu ne peux négliger certaines tâches de la section. Doublement exploitée, doublement militante. Si dans les sections syndicales tu n'as pas un relais, il n'y a pas de copines prêtes à créer une commission femmes. Souvent, quand certaines femmes arrivent à avoir des responsabilités au niveau du syndicat, elles sont trop prises par les tâches militantes, pour animer des commissions femmes. De plus, les hommes ad-

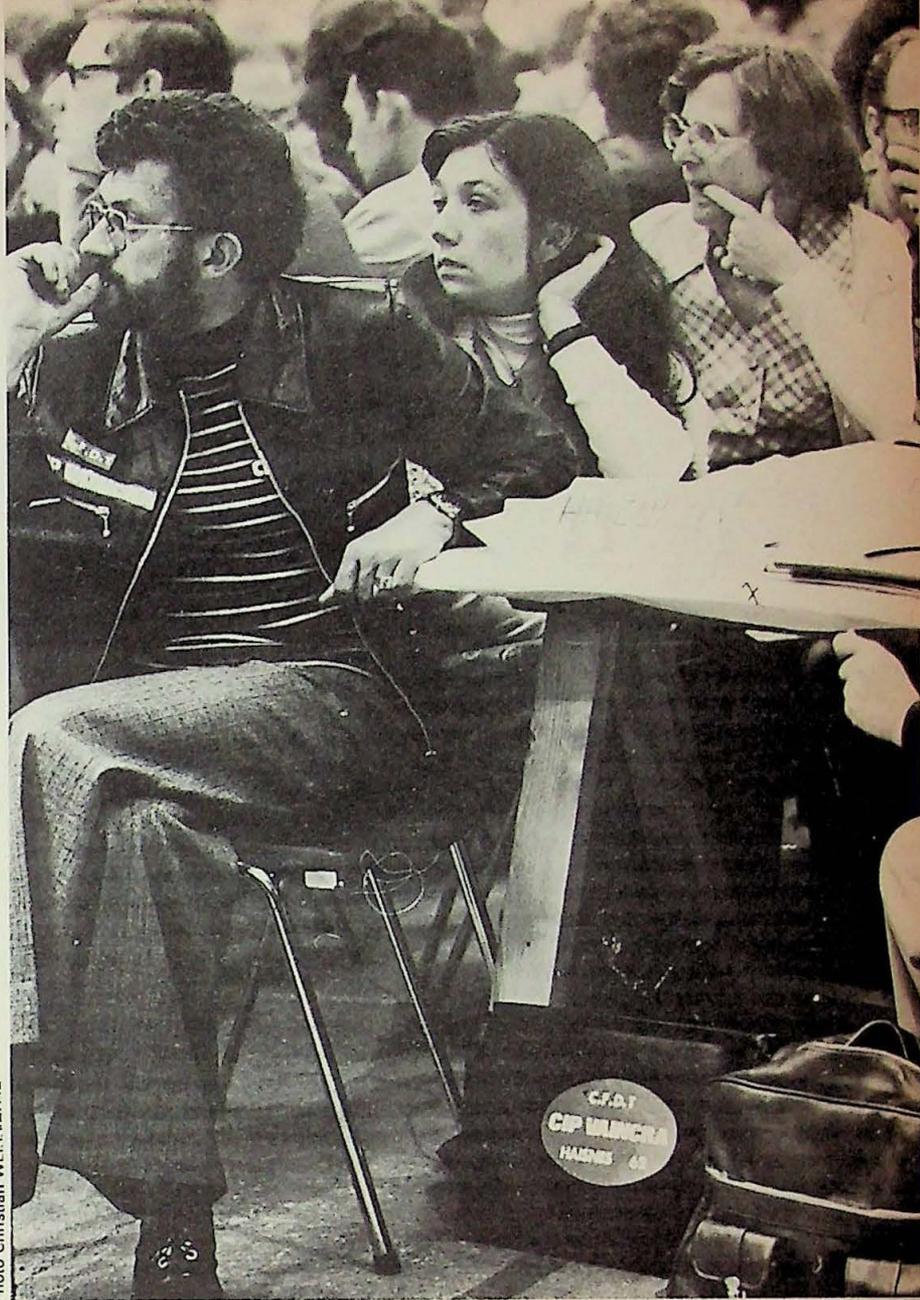


Photo Christian WEISSAN 14

mettent difficilement une action spécifique. Beaucoup ont leur femme à la maison. C'est pas dans la tête des « mecs ».

Le plus gros obstacle, c'est donc, pour le moment, une fois que la discussion a eu lieu dans la commission femme, que toute l'action soit prise en compte à égalité par les hommes et les femmes dans la section syndicale. Ce sont généralement les seules militantes de la commission femmes ou de la commission mixte qui assument tout le travail. Il semble que ce soit la même chose dans les organisations politiques.

TS : Comment les femmes ont-elles essayé d'intervenir dans ce congrès ? Certaines d'entre vous ont rédigé une motion. Elle n'a pas été lue au congrès. Pourquoi ?

PI : Nous avons déjà eu des débats et rédigé des motions sur la situation des femmes, pour préparer le congrès des syndicats parisiens et de la fédération. Nous pensions pouvoir les mener dans le congrès confédéral. Nous avons rédigé une motion. Contrairement à ce qui a été dit par les responsables confédéraux, nous avons déjà déposé cette motion dans les délais, c'est-à-dire trois avant le congrès. La motion nous a été retournée, avec comme argument, que faute de temps, elle ne pourrait être discutée. Quand ça nous est revenu, nous nous sommes dits qu'il ne restait plus comme solution que de déposer un amendement. Nous avons donc déposé des amendements qui ont été intégrés et de cette manière, il n'y a pas eu de débat au congrès.

En fait, les responsables ne voulaient pas qu'il y ait un débat public au congrès, avec un pour et un contre par exemple. La majorité

confédérale nous a donc rejoint sur nos positions, pour éviter des clivages.

Ici, la phalocratie s'exprime dans les allées du congrès, où une femme est vraiment considérée comme un objet sexuel. Quand une femme intervient, les réflexions sont épouvantables, alors qu'il y a une bienséance générale à applaudir une femme.

TS : Comment vous êtes-vous retrouvées entre femmes dans ce congrès ?

PI : Il y a eu un désir de se retrouver. Ça a été positif, car cela nous a démontré que même s'il n'y avait pas de débat sur nos problèmes, ils existent et sont vécus par les militantes. Toutes souhaitaient un débat.

Mais il n'a pas été question d'une intervention spectaculaire. C'est pour cela que nous avons rédigé une motion que nous souhaitions simplement voir lue à la tribune. Elle a pourtant été écartée par le bureau national qui l'a jugée irrecevable.

TS : Quelles peuvent être les perspectives d'une déléguée après un congrès comme celui-ci, sur le problème femmes ?

PI : Dans les structures, ça ne sera pas facile, mais chacune d'entre nous peut intervenir dans les sections et pousser à ce qu'une réflexion et des propositions soient coordonnées dans nos syndicats et nos fédérations ou régions.

Il faut que les militantes femmes interviennent, de plus en plus, et prennent conscience de la nécessité d'agir dans les syndicats. Pour l'instant, ce n'est pas clair ; mais il faut agir sur ce qui touche réellement les travailleuses.

Propos recueillis par
J.-Y. SPARFEL

la flamme d'une grève

Le conflit Dupont (briquets) à Faverges (Haute-Savoie) a duré six semaines. Si nous en parlons aujourd'hui ce n'est pas par souci d'actualité mais parce qu'il illustre les difficultés de l'unité d'action CGT-CFDT à la base et de la lutte sur les classifications.

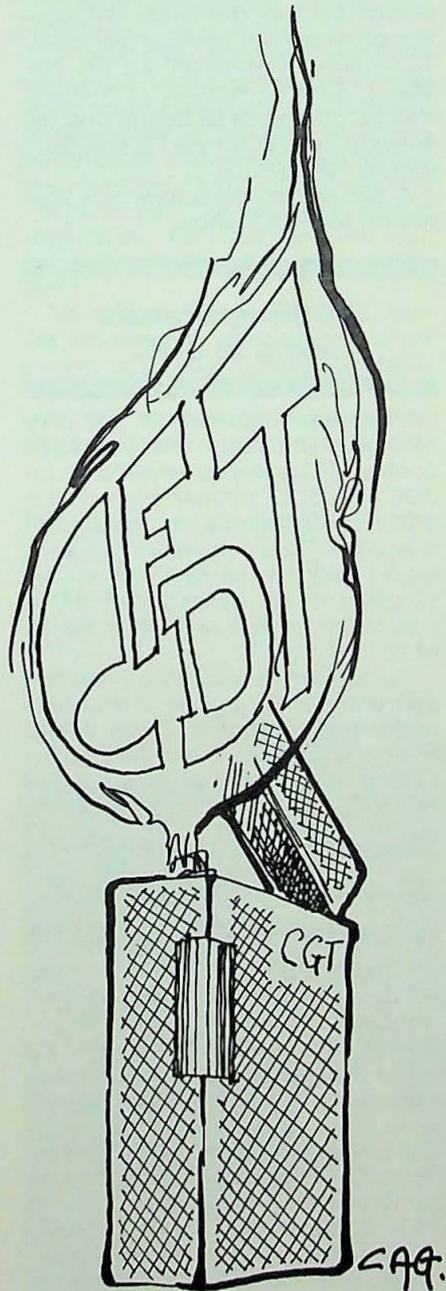
Après l'application de la grille nationale dans cette société, celle-ci n'a pas répondu aux aspirations des travailleurs. D'autre part, on a voulu la rendre complexe alors qu'une application simple était possible. Dans cette entreprise, sur 780 personnes, il y a 540 OS qui n'ont pas l'accès à une évolution possible. La direction générale a refusé de reconduire les 2 % d'augmentation sur la moyenne des indices retenus pour contrôler la variation du pouvoir d'achat, prétextant la crise économique, alors que notre production est en sensible augmentation, entraînant une forte augmentation des bénéfices, que le groupe Gillette, le véritable patron, investit dans les usines de production à l'étranger (Porto-Rico par exemple). Après le débrayage massif d'ouvriers le 11 mars au matin, les organisations syndicales CFDT-CGT décident une assemblée générale et rédigent un cahier de revendications communes pour le soumettre à la direction, appuyé par un débrayage du personnel consulté par vote à bulletin secret dont le résultat est : oui : 405 ; non : 64 ; nul : 12 ; sur 481 votants.

une occupation de six semaines

Devant le refus de négocier du PDG de la « boîte », M. Grinberg, les ouvriers décidaient à 70 % le 12 mars d'occuper. La direction, devant ce type d'action a décidé de jouer le pourrissement. Mais le mouvement s'est révélé ferme et bien organisé. Le 17 mars une très forte solidarité se manifestait pour les Dupont, puisque la totalité des entreprises de Faverges (Stub, Stunzi, Curiale et d'autres boîtes de la métallurgie) débrayaient massivement. Cette grève avec occupation dura six semaines. Dans les derniers jours, par manque de stocks, le service commercial était asphyxié.

Mais la direction, qui avait dès le début refusé de négocier, s'en tint tout le temps à cette attitude.

Elle faisait appel aux flics pour faire évacuer l'usine fin avril. Devant cette volonté de casser une grève, une volonté unitaire de classe s'imposait.



polémiques d'après-grève

Or, la section CGT d'entreprise, n'a pas appelé ses adhérents à faire front avec la CFDT et l'ensemble des travailleurs de Dupont. Elle s'était déjà opposée à la reprise de la production sous contrôle syndical, l'estimant « démagogique ». Par ailleurs, elle a repoussé la plate-forme revendicative de la CFDT (grille unique et augmentations uniformes des salaires), négociant séparément

avec la direction une grille de classifications. Cette grille a été présentée un mois après comme une victoire dans un numéro spécial de L'Essor Savoyard, journal-tract fabriqué par les ouvriers chômeurs d'une imprimerie, la SPEA, animé par la FFLL-CGT.

Dans un tract de réponse du 5 mai, la section CFDT explique les inconvénients de cette grille : « La grille est présentée sans les anciens salaires qui feraient apparaître que l'éventail des salaires ouvriers passe de 1,82 à 1,70, ce que nous apprécions si ce résultat n'était pas obtenu en bissant de 271 F le salaire maxi, en ne relevant que de 48 F le salaire mini car, pour nous, CFDT, réduire l'éventail des salaires ne peut se faire qu'en relevant plus fortement les bas salaires. C'est le patron qui doit payer, pas les autres catégories de salariés.

Il n'est pas dit non plus que cette grille de salaires ne sera applicable que le 1^{er} janvier 1977, en utilisant donc les promotions qui n'auraient pas manqué d'intervenir d'ici là. Il reste que certaines catégories (plusieurs centaines de salariés) n'obtiennent rien : 0 F, alors qu'une autre (une dizaine de salariés) obtient 229 F. La section CGT a cru que le patron avait proposé la grille applicable au 1-4-1976, elle a confondu grille de classification et grille de salaires. Cette grille revalorisée de l'indice de classification n'est malheureusement applicable qu'au 1-1-1977. C'est ce qu'affirmait un

grand panneau CFDT dans l'usine occupée, c'est ce qu'ont dit nos délégués lors de la réunion d'information au personnel.

Est-ce à dire que dans cette usine tout est perdu ? Dans un tract du 5 mai, la section syndicale CFDT appelait de nouveau à la lutte notamment contre les heures supplémentaires. En effet, explique-t-elle ! « Aujourd'hui nous avons besoin de notre salaire pour vivre, mais les patrons ne peuvent rien faire, rien entreprendre sans notre travail, sans notre savoir. Aujourd'hui le patron compte que 60 % des salariés, poussés par le besoin, acceptent de faire 5 h de plus par semaine pendant deux mois. Cela n'étant pas suffisant, il espère embaucher des stagiaires, donc, des salariés sans contrat, à durée déterminée.

Il faut donc un refus massif des heures supplémentaires. Nous sommes conscients que ce que nous demandons aux salariés est très important, très difficile, mais l'enjeu est tellement grave pour notre avenir que nous devons dans l'unité, faire tout pour que nos revendications aboutissent. Pour un salaire lié aux classifications, pour une revalorisation des salaires et, en particulier, des plus bas. »

Mais elle appelle aussi à l'unité, malgré la violence des attaques de la CGT en disant : « Camarades CGT, reprenez-vous, notre seul ennemi doit être le patronat ».

Y. S. ■

la Samaritaine tue

Le 24 février 1976, trois travailleurs d'une entreprise chargée de curer un puits utilisé par la Samaritaine, mouraient asphyxiés par les émanations d'hydrogène sulfuré qui s'étaient dégagées pendant l'opération. Deux pompiers, un veilleur de nuit du magasin et une fillette qui jouait dans la rue, étaient sérieusement intoxiqués.

Deux jours plus tard, plusieurs employés du magasin souffraient de malaises caractéristiques de l'intoxication par l'hydrogène sulfuré et devaient être hospitalisés. Ces faits et l'attitude de la direction expliquent la décision de la section CFDT-Samaritaine de créer une commission d'enquête afin de rechercher les causes réelles et les responsabilités des accidents du 24 et du 26 février, et de poser à cette occasion, le problème plus général de la sécurité des travailleurs dans l'entreprise, et si possible dans les autres grands magasins.

La commission vient de publier ses premières conclusions dans le N° 17 du journal de la section « Lutter à la Samar » consacré entièrement aux conditions de travail. Il ressort qu'en dépit des dangers apparus lors des opérations préliminaires, aucune des mesures de sécurité indispensables n'a été prise : pas de masque pour les ouvriers, système d'aération insuffisant et inadapté, etc. De même, la direction

n'ignorait rien de la toxicité du gaz et cependant elle n'a pas hésité à laisser ses employés travailler à côté du puits d'où, l'accident du 26 février.

Cette attitude ne surprend pas lorsque l'on connaît les conditions de travail des employés des grands magasins, où les bas salaires et l'absence d'investissement pour améliorer les conditions de travail, constituent des moyens de maintenir un profit « acceptable » pour les patrons.

La commission ne se veut pas un ensemble de spécialistes, elle est ouverte à tous. Si elle a pour objet d'informer et de sensibiliser les travailleurs aux problèmes de la sécurité, son objectif est de faire prendre en main ces problèmes par les travailleurs eux-mêmes, mettant ainsi en cause la sacro-sainte organisation capitaliste du travail.

Pour contacter la commission d'enquête :

**Section CFDT-Samaritaine
19, rue de la Monnaie
75001 Paris**

on ne peut pas tout dire

les vieux ça peut encore servir

Vous en connaissez, vous, des vieux ? Ça ne vous étonne pas de ne pas en voir là où vous vivez, travaillez, passez vos vacances, là où vous militez !... Ils sont pourtant des millions ! Et il y en a qui savent où les trouver pour les faire voter et consommer. Y en a même qui veulent encore les faire bosser à moindre frais. C'est la Fondation de France avec l'opération « adoptez une grand-mère » (de préférence pendant les vacances pour garder les gosses). Il y a même le ministère de l'Intérieur qui a trouvé un nouveau truc pour renforcer la répression tous azimuts : « la sécurité des personnes âgées ».

Ah ! ils ont bien su tous en profiter des vieux la semaine dernière, porte de Versailles, avec la grande foire à la vieillesse, appelée pudiquement « l'Age et la Vie ». Sous des propos humanisants, des objectifs bien précis : informer. Ils n'ont jamais eu aucune intention de vendre quoique ce soit, Gestetner, la Société générale, la BNP, Air France, Air Inter, les Croisières Paquet ni Bouygues qui comme on le sait est toujours « au services des municipalités ». Pas à vendre, les tapis, les radiateurs et les meubles ! Rien à vendre, le crédit Cetelem.

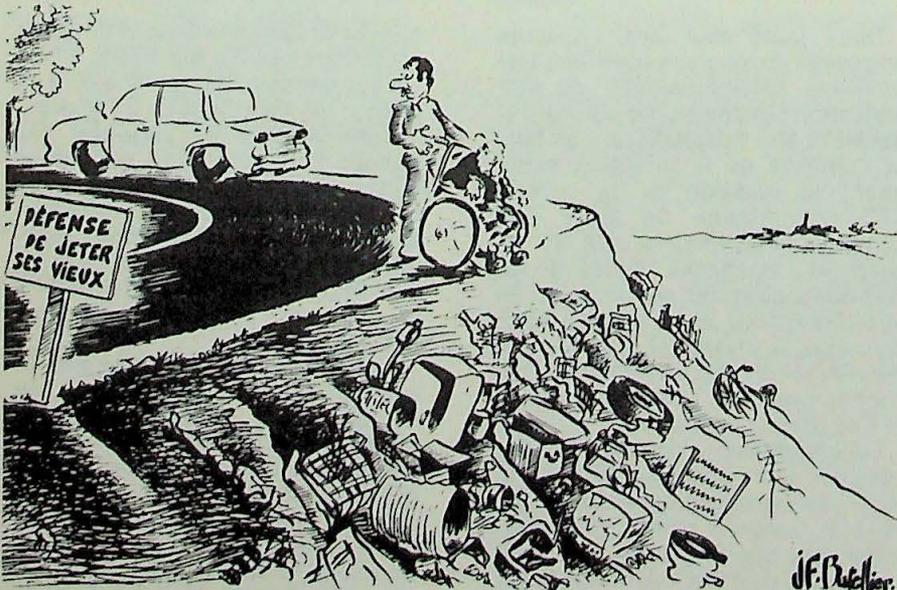
C'était pour le faire remarquer que certains sont allés sur place distribuer le tract ci-dessous.

Mais, c'est aujourd'hui pour nous, travailleurs sociaux du PSU, de dire qu'il ne suffit plus d'informer seulement par TS des actions originales dans le monde de la vieillesse (contre-congrès de gérontologie en 1975, sortie du journal *Mathusalem* en mars 1976, fermeture du Tournesol en septembre 1976...).

Il faut dès maintenant amorcer une réflexion avec les lecteurs âgés



déjà pas mal, mais auront-ils plus de poids dans les décisions qui les concernent ? Quels rôles et quelles places prendront-ils dans notre so-



(mais y en a-t-il ?) ou vieillissants de TS, une analyse qui débouche sur une alternative au Programme commun dans ce domaine : ils auront peut-être plus d'argent, c'est

ciété autogestionnaire ? C'est maintenant qu'il faut y penser !

Un groupe de travailleurs sociaux ■

bientôt « l'Épique »

Lundi prochain, un nouveau journal sera mis en vente. Un peu particulier, ce journal. On y lira des articles sur le sport, les jeux Olympiques, le tour de France, la campagne des enseignants d'éducation physique contre le « cirque olympique »... Il ressemblera à *l'Equipe* et n'aura qu'un numéro. Publié par le *Chrono enrayé* (journal des profs d'éducation physique de l'École émancipée), TS, *Rouge, Révolution, Le Cri des Murs, Charlie-Hebdo, Politique Hebdo*, on pourra se le procurer en écrivant (entre autres), 9, rue Borromée, 75015 Paris.

A diffuser en particulier aux étapes du tour de France.

5 000 apprentis avec la JOC

L'apprentissage est un des problèmes auxquels se trouvent confrontés les jeunes travailleurs. La JOC et la JOCF veulent permettre à 5 000 préapprentis et apprentis d'exprimer eux-mêmes ce que sont leurs conditions de vie. Pour cela, ils organisent un rassemblement à l'ancienne gare de la Bastille, les 19 et 20 juin.

Samedi après-midi, cinq meetings apprentis par branches professionnelles permettront un large débat. Mais il y aura aussi une fête populaire samedi soir et un meeting à la Mutualité dimanche après-midi.

Sonacotra : négociez !

Le comité de coordination constitué de tous les membres élus démocratiquement par les Comités de résidents des foyers Sonacotra en grève des loyers depuis vingt mois, s'est réuni le 6 juin 1976, à Argenteuil.

Il a pris l'engagement d'entamer des négociations avec la direction de la Sonacotra, le 11 juin 1976 à 18 h 30, sur la plate-forme revendicative. Pour cela, il a élu seize délégués qui seront accompagnés d'avocats et de journalistes.

Jusqu'à maintenant, la Sonacotra a toujours refusé de rencontrer le comité de coordination, préférant les négociations foyer par foyer et utilisant tous les moyens d'intimidation et de pression pour tenter de briser la grève (expulsions, lettres d'huissier, diffusions de tracts et affiches accusant la Coordination de refuser les négociations, menaces d'expulsion des foyers, etc.).

Le recours en Conseil d'Etat, demandé par les avocats, n'a eu jusqu'à présent aucune suite. De plus, les résidents continuent à ver-

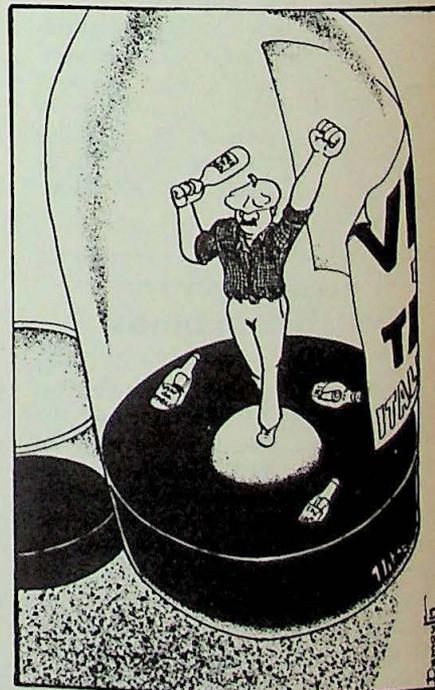
ser leur loyer à un huissier et le feront jusqu'à ce que les négociations aboutissent.

Mais, unilatéralement, la direction de la Sonacotra a annulé le rendez-vous du 11 juin. Le Comité de coordination maintient sa volonté de négocier, appuyé en cela par l'URP-CFDT.

les victimes de l'alcoolisme

Pendant le week-end de la Pentecôte s'est tenu à Tours le congrès de *Vie libre* qui travaille à la prévention, la guérison et la promotion sociale des victimes de l'alcoolisme. A partir de leur militantisme, à partir du principe « notre force c'est l'amitié » qui permet la réinsertion sociale des buveurs guéris, les adhérents de *Vie libre* sont amenés à s'intégrer au combat socialiste pour une autre société.

Le Secrétaire général de l'organisation, en insistant tout au long de ce congrès sur l'aspect collectif du travail de *Vie libre*, sur la priorité de l'élaboration à la base des orientations du mouvement, montre qu'un travail « autogestionnaire » de masse est aussi possible dans des activités qu'on classe avec dédain, parfois avec raison — mais ce n'est pas le cas ici — comme charitables.



L'aspect de classe de ce mouvement apparaît dans une motion votée à la quasi-unanimité qui condamne « l'exploitation de l'homme par l'homme » et « le chômage, les fermetures d'usine... qui sont autant de facteurs favorisant l'alcoolisme », ainsi que dans le choix de ceux auxquels il s'adresse : pas la bourgeoisie qui boit du whisky et qui prendrait le pouvoir dans l'organisation, mais les masses populaires.

le socialisme aux couleurs de la fête

Dans une de ses chansons François Béranger nous dit : « *Je sais bien qu'une chanson, c'est pas tout à fait la révolution* ». D'accord. Mais à entendre les siennes, et d'autres, ça aide. Peut-être bien qu'une seule chanson vaut mieux que beaucoup de discours. Il est donc certainement dommage que ce que j'ai à vous dire ne soit pas mis en musique... Mais si nous devons faire une chanson sur cette fête, que dirions-nous ?

Que la fête, c'est d'abord, bien sûr, notre plaisir d'être rassemblés ici, de passer deux journées chouettes ensemble, de permettre aux enfants de nous rappeler ce que c'est que la liberté. C'est cela, mais c'est aussi tous ceux qui sont rassemblés dans les cités de stands.

la fête des peuples en lutte

C'est la fête des peuples en lutte contre l'impérialisme, à commencer par ceux qui sont les premières victimes de l'impérialisme français : nos frères les travailleurs immigrés si nombreux parmi nous.

C'est la fête des travailleurs en lutte dans leurs entreprises, de ceux qui ont décidé de tenir tête à des patrons et à un Etat qui méprisent leur travail.

C'est la fête de ceux qui se battent contre les tentacules que la pieuvre capitaliste étend dans leur vie quotidienne, dans leurs quartiers, dans leurs champs.

C'est la fête de ceux qui travaillent dans l'Etat capitaliste, dans l'école, la justice, la police, l'armée, et qui refusent d'être, les yeux fermés, au service d'une classe d'exploiteurs.

Il suffit de regarder l'agitation panarabique qui s'est emparée de nos adversaires à tous. Comme des brigands traqués dans leur repaire, ils s'entre-déchirent, n'ayant plus en commun que la conservation, les uns de leur portefeuille ministériel, les autres de leur portefeuille boursier. Cette majorité dévaluée ne s'unit que pour réprimer, arrêter, pratiquer la chasse aux sorcières. Nous le savons et savons comment y répondre : en restant mobilisés et en renforçant sans cesse notre unité. C'est ainsi que nous avons fait échouer le complot de Chirac contre les comités et syndicats de soldats. Mais, si nous avons fait libérer tous les camarades, nous devons nous souvenir en ce jour de fête qu'il y a d'autres chaînes à briser. Celles de ceux qui sont en prison militaire, cel-

les des camarades bretons, corses, occitans, celle de Sylvie Porté. Et, tout simplement, briser les chaînes de ce régime.

Et la V^e République se délabre, chaque jour un peu plus.

Ce que nous attendons, ce n'est pas de lui donner une nouvelle jeunesse en lui apportant de nouveaux compagnons au pouvoir, mais de commencer à construire la République socialiste. Nous pouvons mettre à la porte ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. Ce n'est pas pour leur permettre de rentrer par les fenêtres !

Alors, quand on nous dit qu'il faudra respecter la constitution, qu'on pourra s'arranger avec Giscard, est-ce qu'on répond vraiment à ce que nous attendons ? Qui peut imaginer Giscard se contentant d'in-

Quels objectifs peuvent poursuivre les travailleurs qui se battent contre la liquidation de leurs entreprises ? Faut-il attendre 1978 alors qu'aucun programme ne leur dit concrètement comment leur problème sera résolu ?

préparer l'action

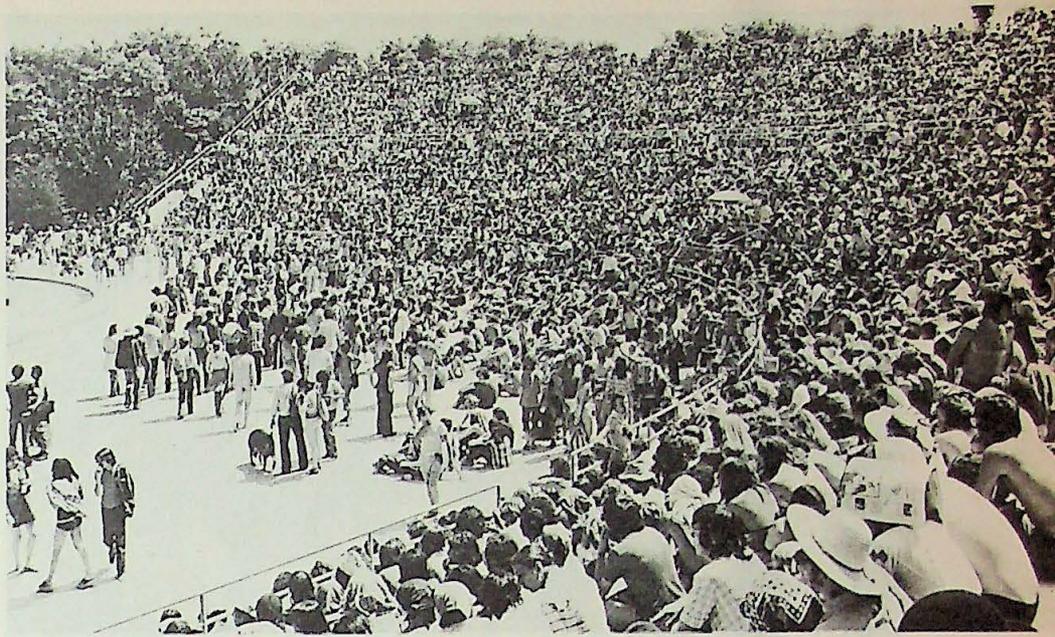
Où peuvent aller les luttes des lycéens, des étudiants, des enseignants contre la prise en mains de la formation par les patrons, si on ne cherche pas ce que pourrait être une école non soumise aux besoins du capitalisme ?

Comment espérer que les travailleurs de l'Etat se joindront massivement aux combats déjà engagés

ciété nouvelle si on les laisse seuls affronter aujourd'hui les difficultés qu'ils rencontrent ?

Préparer maintenant ces réponses, construire autour de ces réponses l'unité renforcée des uns et des autres, voilà l'objectif. Cela ne se fera pas en disant que les réponses sont dans le Programme commun et qu'il suffit d'attendre. Parce que, justement, les réponses à ces problèmes, elles ne sont pas dans le Programme commun et que son existence n'empêche pas certains de ses signataires de défendre une politique d'accommodement avec le pouvoir bourgeois et le capitalisme.

Ces réponses, il faut les préparer dans l'action, avec ce qui est déjà dans le Programme commun et tout ce qui n'y est pas. Nous ne sommes pas fétichistes et il y a deux sortes de



gurer des chrysanthèmes, alors qu'en fait de chrysanthèmes, il n'aurait d'autre préoccupation qu'en poser le plus tôt possible sur une défaite de la classe ouvrière.

Non. Nous savons qu'il faut rompre avec ce régime, comme il faut rompre avec les règles capitalistes. Cela demande que, dès maintenant, nous passions à l'offensive, à partir de tous les combats d'aujourd'hui qui ne peuvent rester sans réponse...

contre l'appareil repressif autoritaire, centralisateur, par les militaires, par les mouvements des régions et des nationalités, par les magistrats, si l'on reste muet sur ces problèmes, ou pire encore, si l'on affirme qu'on changera le moins de choses possible ?

Et les paysans exploités eux aussi par ce système, comment ferons-nous pour qu'ils prennent toute leur place dans la construction d'une so-

fétichisme du Programme commun, pour aussi bien que contre, alors qu'il s'agit d'aller au-delà. Parce que c'est ce que les travailleurs nous demandent. Parce que, à chaque occasion, ils exigent que nous définissions dans l'unité, quelles que soient nos différences de stratégie, une plate-forme anticapitaliste. C'est vrai pour chacune des luttes d'aujourd'hui. C'est vrai pour celles de demain, y compris les élections mu-

le socialisme aux couleurs de la fête

(suite de la page 11)

nicipales. C'est vrai encore plus pour celles d'après-demain, pour l'affrontement qu'il faudra bien avoir, sans tenter de l'esquiver, avec les forces de la bourgeoisie.

Ces problèmes, nous ne les résoudre pas, nous, en nous enfermant dans quelque Brégançon. Nous, nous ne préparons pas de mauvais coups et n'avons pas besoin de nous isoler et de nous cacher. Nous n'allons pas rédiger dans la solitude des soi-disant projets de société. Ces problèmes, nous voulons les poser au grand jour, avec tous, avec vous tous.

Et cela doit commencer à partir des luttes d'aujourd'hui. C'est pourquoi le PSU apporte son soutien entier à des initiatives comme celles qui ont été prises par les travailleurs de Lip et de Griffet, parce qu'elles montrent la voie. Permettre aux travailleurs non seulement de s'informer, non seulement de coordonner leur action, mais encore de réfléchir ensemble à la politique qui peut ré-

pondre à leurs problèmes, et de se préparer à l'imposer, voilà l'objectif. Il faut multiplier, partout, les initiatives en ce sens, parce que, pour nous, la politique ce n'est pas l'affaire de politiciens spécialistes, c'est l'affaire de tous les travailleurs ! C'est ainsi que commence l'autogestion.

Et justement, il nous faut aussi faire en sorte que tous ceux qui mènent ce combat puissent se rassembler, travailler à unifier leurs objectifs politiques, chercher à mettre en commun leurs moyens. C'est à cela que veulent servir les Etats généraux pour l'autogestion socialiste des 3 et 4 juillet.

Vous pensez peut-être que l'autogestion, c'est une idée bien lointaine... Détrompez-vous. Regardez la fête... La plus importante fête après celle de l'Humanité, et cependant bien différente, car l'autogestion, c'est le socialisme aux couleurs de la fête !

Michel MOUSEL ■



La fête... en tirer un bilan ? Difficile d'en rendre compte avec des chiffres. Bien sûr, il y avait plus de 100 000 personnes qui étaient passées sur le terrain, dimanche à 15 heures. Bien sûr, il y en avait 25 000 pour Charlebois et 12 000 pour Archie Shepp. En fait, aucun chiffre n'arrivera à cerner la multiplicité heureuse de ces deux jours. Des impressions se croisent et se recourent. Peu à peu, en discutant, des points forts se dégagent. L'atmosphère d'abord : du soleil, une chaleur peut-être un peu trop accablante, mais une très grande liberté, des couples un peu partout dont un petit nombre avait choisi la nudité, des enfants qui se peignent, des farandoles sous les jets d'eau, des

18 F — 96 pages



LA FETE 76

Un livre
illustré par des tableaux de
membres de la jeune peinture
et un disque
~~58,00 F~~ 50,00 F

Commandes aux Editions Syros, 9,
rue Borromée, 75015 - CCP 1970628
Paris





deux jours à prolonger

improvisations musicales spontanées tard dans la nuit et partout, en se promenant, des musiciens, des débats... des contradictions et de la tolérance. Préfiguration de l'auto-gestion socialiste : deux jours de bonheur.

Du côté artistique, il faut signaler qu'au-delà de la renommée, un certain nombre d'artistes ont fait, comme on dit, « un tabac ». Ys (les anciens musiciens de Stivell) ont fait danser toute la foule devant le podium plein air. Sous le chapiteau, succès non-stop pour tous ceux qui étaient programmés, peut-être parce que l'échelle, relativement intimiste (4 000 personnes !) et le type de groupes (de qualité, mais non

connus), correspondaient à l'esprit de la fête.

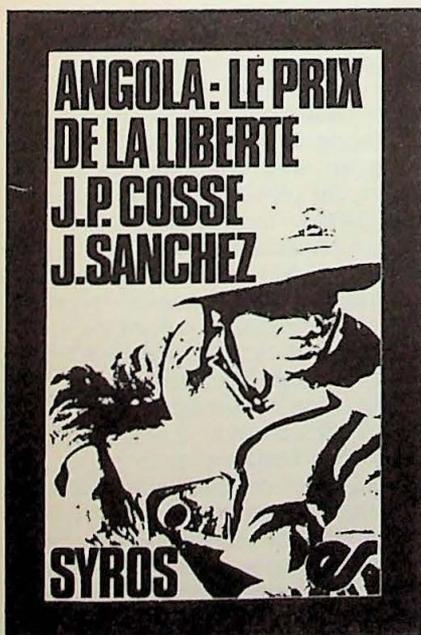
Yvan Dautin a fait crouler de rire tout le monde. Gwendal, Parrenin-Fromont-Lefebvre, Sourdeline, Chiffonie ont suscité des folkeuses farandoles endiablées. Et encore le rire avec Douby et Bedos, et puis le rock, trois heures en folie jusqu'à 4 heures du matin avec Pieds Joints. Parlons encore d'Alain Pinsolle, free jazz et musique ondulatoire, de Martin Saint-Pierre, percussionniste, dont les musiques ont fait des spectateurs des participants. Dans le cabaret-théâtre, steak-frites-salade, Font et Val sont très bien passés. Succès incroyable aussi d'Imago qui a réuni 12 000 personnes (comme pour Shepp). C'est l'une des leçons

qu'on peut tirer d'une fête comme la nôtre : une « affiche » réunissant des vedettes profite à des groupes moins connus.

Dernière révélation de ces deux jours : un grand public pour le jazz : le Temps des cerises, Perception, Confluence, le Cohelmeck, Steve Lacy et Archie Shepp ont réuni de 4 000 à 12 000 personnes dans un cadre particulièrement favorable. Le Cohelmeck percutant et bouleversant jouait à la mémoire de leur guitariste Joseph Dejean, mort quelques jours plus tôt dans un accident de voiture. Joseph Dejean, un guitariste explorateur. Nous écoutons ce concert avec nos regrets et son souvenir.

Michel ACIDANT ■

27 F — 248 pages



TEP théâtre national
du 15 juin
au
10 juillet

**théâtre école
de Montreuil**
à 20 h 30
LES 7 PÊCHES CAPITAUX
d'après Brecht
LE JOUR OU LE SOLEIL...
et à 22 h
LA CAMISOLE
17 rue Malte-Brun - 75020 PARIS
M^o. Gambetta - tél. 636.79.09



la fête avec des lunettes

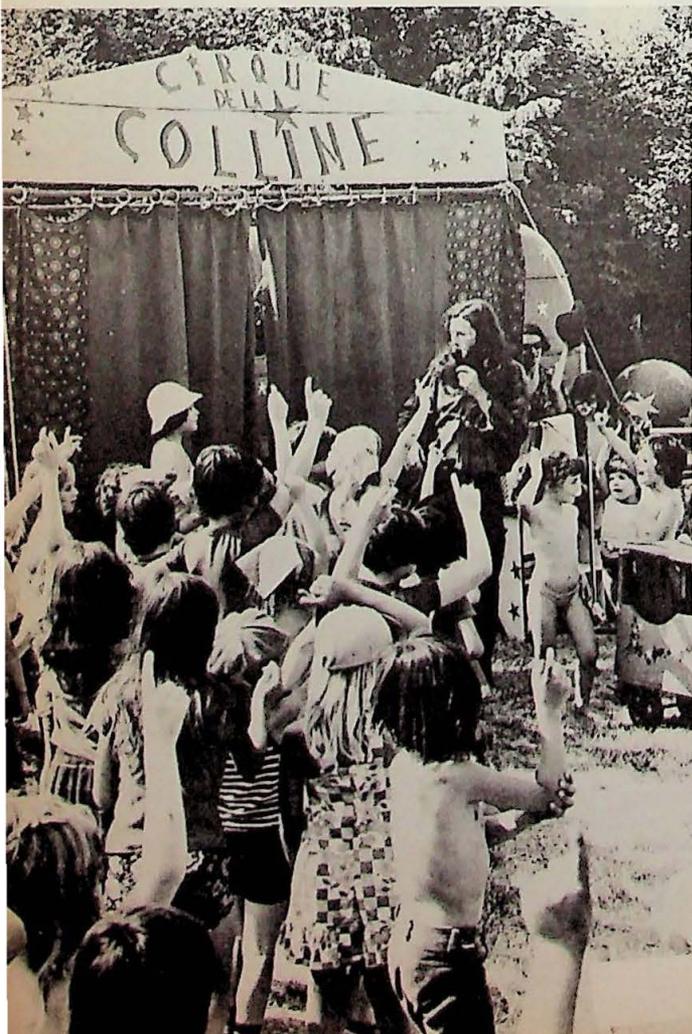
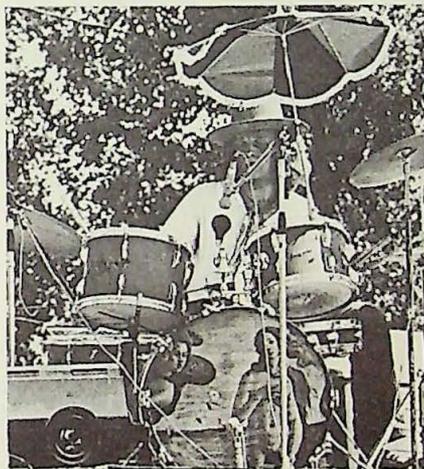
Passés inaperçus au milieu d'une foule nombreuse — trop nombreuse pour eux sans doute — quelques myopes se sont égarés au parc paysager de la Courneuve. Equipés de verres déformants en dépit des recommandations de l'ophtalmologiste politique, ils n'ont vu dans la fête du PSU qu'un flou tout juste artistique, où « la politique ne fait pas recette ».

Peu suivis, les débats politiques, écrivent ces « mal-voyants », car ils sont journalistes. Est-ce si vrai ? Au bout du compte, une trentaine de débats — plus ou moins spontanés, plus ou moins « centraux » — auxquels participèrent de quelques dizaines à quelques centaines de « fêtards », ça fait combien de milliers de personnes, chers camarades de *Rouge* et de *Libération* ? « Insuccès du politique », donc, qui ne doit pas « se cacher derrière la griserie de la fête », affirme J.M.B. de *Libé*. C'est quoi, la politique J.M.B. ? Ou plutôt qu'est-ce que ça n'est pas ? Marti, Archie Shepp (devant 7 000 personnes : un événement !), Bedos, Béranger, « Les chansons politiques d'aujourd'hui » (le livre de la fête, parti comme des petits pains, c'est le cas de le dire), le podium « libre accès » où chacun a pu chanter, s'exprimer (notamment un auteur-compositeur remarquable, employé d'assurances de son état), la fresque

réalisée par des participants de tous âges pour le Musée de la résistance chilienne, les jeunes et moins jeunes s'activant dans les gonflables de Ritacalfoul, les dizaines et dizaines de stands : tout ce monde, tout cela, c'est apolitique ? Ça n'a pas fait recette ? Tu veux rire J.M.B. ! Nous aurions « rechigné à mélanger les torchons et les serviettes » ? La fête du PSU, c'est à l'évidence exactement l'inverse : Victor Leduc, Archie Shepp, même combat ! Il est bien curieux que *Libé* — en recherche de formes nouvelles d'expression et d'action politiques — ne l'ait pas remarqué...

En tout cas, il y en a un qui a bien dû s'amuser en vous recopiant, camarades, c'est le collaborateur anonyme du *Monde* qui a rendu compte de la fête. Lui, comme il vous décorique à la loupe surtout quand vous parlez du PSU — ce n'est pas d'un ophtalmologue dont il a besoin...

Lucien SAINTONGE ■



contre les agressions

Dans une fête, malgré les désirs et les actes de liberté, à tout tolérer, il peut se produire des actes intolérables. La fête du PSU n'a pas échappé à ces contradictions : bien que peu nombreux dans un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes, on ne peut les éliminer en faisant appel à des raisonnements du genre : « faudrait un plus gros service d'ordre et filtrer les entrées ». Il faut dire que l'appel à la fête fait vibrer chez les participants les désirs les plus divers : s'amuser, voir des gens chouettes, discuter, mais aussi consommer, ne pas s'en faire, être tranquille dans l'herbe, échapper au chaos quotidien. Pour d'autres, la foule c'est un excitant, c'est aussi l'explosion d'une violence, d'une agressivité, des désirs les plus aliénés : accumulation de fric, mépris des femmes. Ces dernières attitudes sont intolérables. Qu'elles aient lieu dans une fête, ne les rend que plus difficiles à accepter ; en effet, on souhaite toujours que la joie transgresse la frustration, que l'ouverture transgresse le sectarisme et l'intolérance. Alors que faire ?

C'est à cette question qu'un débat improvisé dimanche à 17 h 30 devant la cité ouvrière a essayé de répondre. Il est difficile à résumer.

Des camarades femmes du PSU ont expliqué qu'il n'était pas surprenant que, y compris dans une fête si populaire, on retrouve le climat général d'agression régnant dans l'ensemble de la société, symptôme caractéristique de l'oppression des femmes. Des intervenants ont précisé que le problème de ces agressions posait celui de la prise en charge collective de l'auto-défense des femmes. Les homosexuels du groupe GLH PQ ont esquissé une analyse du rôle de la répression des femmes et des homosexuels dans la reproduction des rapports sociaux capitalistes. Ils ont lié leur combat à celui des femmes pour leur libération.

Des questions ont été posées à propos de la programmation (présence de « Au Bonheur des Dames »), du rôle du service d'ordre, des loulous. Beaucoup ont insisté sur la nécessité de lier politique et vie quotidienne et sur la volonté de changer les rapports sociaux en s'efforçant de progresser dans ce sens ici et dès maintenant. La passivité de ceux qui assistaient à ces agressions sans lever le petit doigt a été également stigmatisée.

A la fin, tandis que le débat se poursuivait dans d'autres stands, un camarade du service d'ordre invitait les participants à s'organiser pendant la soirée pour veiller à ce que de tels incidents ne se reproduisent pas et à mobiliser les « fêtards » contre de tels actes.

Comme nous l'avons promis à la fête, le débat continue et continuera sur ces problèmes importants.

A. MAMOU-MANI ■

Les gens qui ont commandé au stand PSU de Boulogne-sur-Mer des tee-shirts (le Poing du PSU), qui les ont payés et qui n'ont pas eu le temps de les prendre, doivent écrire à : PSU, 14, rue de la Providence, Boulogne-sur-Mer 62200. On leur fera parvenir, s'ils donnent leur adresse...

les choses de la ville

vers une confédération syndicale du cadre de vie

Les 19 et 20 juin, à Nantes se tient un congrès extraordinaire de la Confédération nationale des associations populaires familiales. Sa tenue résulte d'une décision de l'assemblée générale confédérale des 8, 9, 10 novembre 1975 qui avait adopté le principe d'un congrès consacré au changement des statuts dans les six mois. Ce délai devait permettre l'approfondissement du débat interne et l'élargissement du consensus sur l'évolution des APF. C'est pour faire le point à la veille du congrès que TS a interrogé Michel Louis, secrétaire confédéral permanent des APF.

T.S. : L'assemblée confédérale de novembre a adopté par plus de 60 % des mandats la transformation des APF en syndicat du cadre de vie. Une minorité s'y opposait. Comment a évolué le débat ces derniers mois ?

Michel Louis : L'opposition en novembre a été orchestrée principalement par la fédération du Bas-Rhin qui représente 9 000 adhérents sur 50 000 membres des APF, soit près de 20 %. Cette fédération avait l'appui de celles de la Loire (1100 adhérents) et d'une partie des fédérations de l'Oise et de la Gironde. Depuis novembre, il y a eu une évolution dans la plupart de ces fédérations. En Gironde, la majorité est maintenant favorable à la transformation des APF. La Loire et l'Oise y sont encore opposées mais respectent le jeu démocratique en travaillant avec les organismes confédéraux.

L'opposition du Bas-Rhin est beaucoup plus grave car elle est due à des analyses différentes sur des points fondamentaux et cette fédération entrave délibérément le bon fonctionnement de la confédération.

Les divergences portent sur la nature de classe de l'organisation et la participation à l'UNAF (Union nationale des associations familiales). La fédération du Bas-Rhin rejette le syndicalisme du cadre de vie car elle refuse le fait qu'il y a lutte de classes dans ce secteur. Pour imposer sa vision, la direction de la fédération pratique systématiquement le vote bloqué dans les débats locaux et pour le congrès, ce qui rend impossible la démocratie interne et rend très difficile l'expression de la minorité, favorable aux propositions de la direction confédérale. Enfin, c'est une des dernières fédérations à participer encore à l'UNAF, paravent de la politique conservatrice du pouvoir vis-à-vis des familles (voir le discours de M. Giscard d'Estaing lors de son congrès du samedi 12 juin). Ce qui est inadmissible, c'est le chantage organisé par cette grosse fédération tant au niveau financier qu'au niveau organisationnel : départ des instances politiques de décision, menace de scission si son orientation est rejetée.

Mais on peut dire aujourd'hui que la nouvelle orientation des APF, déjà approuvée largement en novembre, bénéficiera d'un consensus encore plus grand au prochain congrès de Nantes. Les débats, aussi bien internes qu'avec d'autres mouvements, ont été très riches et très



photo BOUM

ouverts. En particulier, nous observons un important mouvement d'intérêt vis-à-vis de notre organisation, aussi bien de la part d'organisations nationales luttant sur le terrain du cadre de vie (consommation, logement, école, santé, sexualité, environnement...) que d'associations locales. Beaucoup attendent notre transformation pour nous rejoindre et nous attachons beaucoup d'im-

portance à ce mouvement car nous en espérons un nouveau dynamisme et un flux d'adhésions permettant un rajeunissement de notre organisation.

T.S. : Que vont apporter les nouveaux statuts ?

M.L. : Au niveau des structures il y aura peu de changement. Depuis l'assemblée de novembre, l'adhésion individuelle est possible et cette décision sera transcrite dans les nouveaux statuts. En fait, ceux-ci ne feront que codifier une pratique syndicale existant depuis longtemps, en particulier depuis le congrès de 1972. Les commissions nationales par front de lutte seront officialisées et la FNAPAF, qui est une fédération employant des travailleuses familiales, partira de notre organisation. Ce qui est important, c'est l'orientation définie dans le préambule et l'article premier des nouveaux statuts : il y a l'affirmation que seule la lutte des classes permettra la libération des travailleurs et en conclusion la condamnation du système capitaliste. Enfin, le préambule situe clairement notre organisation dans le courant socialiste autogestionnaire.

T.S. : Comment définis-tu la lutte syndicale sur le cadre de vie ?

M.L. : Tout d'abord, il faut voir ce qu'englobe le cadre de vie. Ce sont tous les éléments matériels, psychiques, culturels, physiques... dont a besoin l'individu pour vivre et s'épanouir dans son travail de production, c'est ce qui est indispensable à sa vie de tous les jours. Cet

ensemble de besoins nécessaires à l'épanouissement individuel et collectif correspond aux grands secteurs sur lesquels nous avons à intervenir : logement, enseignement, consommation, santé, loisirs... Ce sont des secteurs dans lesquels les travailleurs sont quotidiennement exploités dans leur fonction de consommateurs et d'utilisateurs par une minorité qui s'est emparée du pouvoir économique, politique et administratif pour mettre en échec leur droit au logement, à la santé, leur droit à la sécurité, à la culture, leur droit au contrôle, à l'expression...

Il s'agit, pour nous, d'aider au développement des luttes qui permettent aux travailleurs de prendre en main leur cadre de vie et qui permettent la réalisation du contrôle populaire. Nous participons aux luttes qui réalisent une rupture avec le système capitaliste : autoréduction des loyers et des charges, comme à Triols, près de Lille ou au Puy-en-Velay, luttes sur la santé et la prévention, comme à Mulhouse, sur l'école, comme à Feyzin, près de Lyon, où l'unité des parents et des travailleurs du quartier s'est réalisée pour obtenir la nomination de nouveaux professeurs. C'est pourquoi nous privilégions les relations avec les syndicats ouvriers se référant à la lutte des classes et au socialisme et que nous avons entamé des débats fructueux avec les organisations se situant dans le courant socialiste autogestionnaire (CFDT, PSU, PS) sur le syndicalisme du cadre de vie et l'articulation des luttes dans et hors production. Nous sommes d'ailleurs prêts à confronter notre expérience et nos analyses sur ce terrain avec toute organisation ou tout parti de gauche qui participe à des luttes sur le cadre de vie et qui, de ce fait, s'interroge sur la stratégie et les orientations à adopter sur ce terrain.

T.S. : Justement, les APF vont participer aux états généraux pour l'autogestion socialiste organisés par le PSU les 3 et 4 juillet. Quel sens donnes-tu à la participation des APF ?

M.L. : Notre combat sur le terrain du cadre de vie se situe dans le cadre de la lutte globale des travailleurs contre le système capitaliste. Il s'agit d'abord de se confronter et de débattre avec d'autres organisations du cadre de vie. Il s'agit aussi de proposer des perspectives sur la phase de transition au socialisme et dans le cadre de la société socialiste autogestionnaire.

Nous y participons parce que nous estimons que nous avons quelque chose à dire à partir de nos expériences de luttes, notre pratique, nos analyses et orientations. Nous pensons aussi que tout parti qui bâtirait un projet socialiste autogestionnaire en ignorant notre apport sur le terrain du cadre de vie bâtirait un projet incomplet. C'est pour toutes ces raisons que les APF ont répondu positivement à l'invitation du PSU.

Propos recueillis par J.-F. THORAVAL

états-généraux du XIII^e

Deux informations apparemment contradictoires nous sont livrées par l'INSEE à partir du recensement de 1975 : Paris se vide de ses habitants au profit de la grande banlieue en même temps, il y a énormément de logements inoccupés à Paris (près de 100 000) et il y a de plus en plus de banlieusards qui viennent travailler dans le centre (un million de personnes chaque jour contre 860 000 en 1968).

Ces constatations montrent l'aggravation des conditions de vie de la population à revenus modestes, et elles expliquent aussi la réorientation de la politique du logement opérée par Giscard. Il s'agit en effet de continuer à assurer un fort taux de profit aux banques d'affaires à travers leurs filiales immobilières en rentabilisant à tout prix les investissements qu'elles ont effectués dans le secteur du logement. L'aide à la personne vise à faire payer par les contribuables la rentabilisation des opérations engagées par les promoteurs, tout en plaçant en position d'assistés du pouvoir toute une partie de la population qui pourrait se révolter contre sa politique.

C'est pourquoi la prise en main de son cadre de vie par la population, en particulier par les travailleurs, revêt une importance considérable.

histoire d'une opération juteuse

Jusqu'aux années 1960, le XIII^e était un quartier populaire dont la population, aux revenus modestes, comprenait plus de 40 % d'ouvriers. Les années 1960, c'était aussi l'époque où le pouvoir politique encourageait systématiquement la construction de grands groupes immobiliers privés capables de produire en grande série les logements. De la conjonction de la politique des pouvoirs publics et de la rapacité des groupes bancaires allait naître le projet de rénovation du XIII^e. Son objectif principal était de faire du XIII^e un grand quartier d'affaires et de résidences de standing « à deux pas du quartier Latin » (c'était avant 1968), comme le dit la publicité qui n'y va pas par quatre chemins pour annoncer le but poursuivi : « Au bord même de l'avenue d'Italie, une des grandes voies structurantes de la capitale, appelée à devenir les Champs-Élysées des années 1980, Cogifrance enracine une tour d'une grande pureté, d'une totale beauté. Super-Italie, ce n'est certes pas l'habitation de tout le monde... ». Toute la volonté pompidolienne de faire de Paris un centre d'affaires et de prestige dont les habitants modestes seraient chassés transparaît dans ce type de « message » publicitaire.

Le projet adopté par le Conseil de Paris en 1969 en est l'illustration : 7 000 logements vont être détruits pour être remplacés par 16 300 logements de luxe et seulement 2 700 de type HLM, soit 14 % du total.

mobilisation de la population et états généraux

Les élus de gauche du quartier avaient mené bataille contre le projet devant le Conseil de Paris sans essayer vraiment de s'appuyer sur une mobilisation populaire. C'est la réalisation pratique du projet à partir de 1970, les nombreuses expulsions qui s'ensuivirent et la non-réalisation des équipements collectifs prévus qui amèneront à une prise de conscience à la fois de la population ancienne, menacée d'expulsion, et de la population nouvelle qui s'estime trompée sur les conditions de vie dans le quartier. Ainsi, dans le quartier Olympiades où logent 3 600 habitants dont 1 100 enfants, il n'y a ni crèche, ni maternelle, ni jardin, ni lieu de rencontre : seul le centre commercial est ouvert. De nombreuses associations de locataires et de comités de défense se créent, en liaison avec une mobilisation croissante de la population.

Ce sont cette prise de conscience et cette mobilisation qui ont permis la convocation des états généraux de la rénovation du quartier Italie, le 19 juin.

Ceux-ci sont réalisés à l'initiative d'une trentaine d'organisations du quartier : partis de gauche PC, PS, PSU, syndicats CGT, CFDT, et associations de locataires et de résidents. Elles travaillent ensemble depuis six mois et l'objectif qu'elles se sont fixé pour ces états généraux est de « donner la parole à la population et de décider ensemble des luttes à mener » selon les propres termes de la plate-forme commune.

Pour qu'ils ne soient pas uniquement propagandistes, un objectif important est fixé pour la mobilisation populaire : la création d'un of-

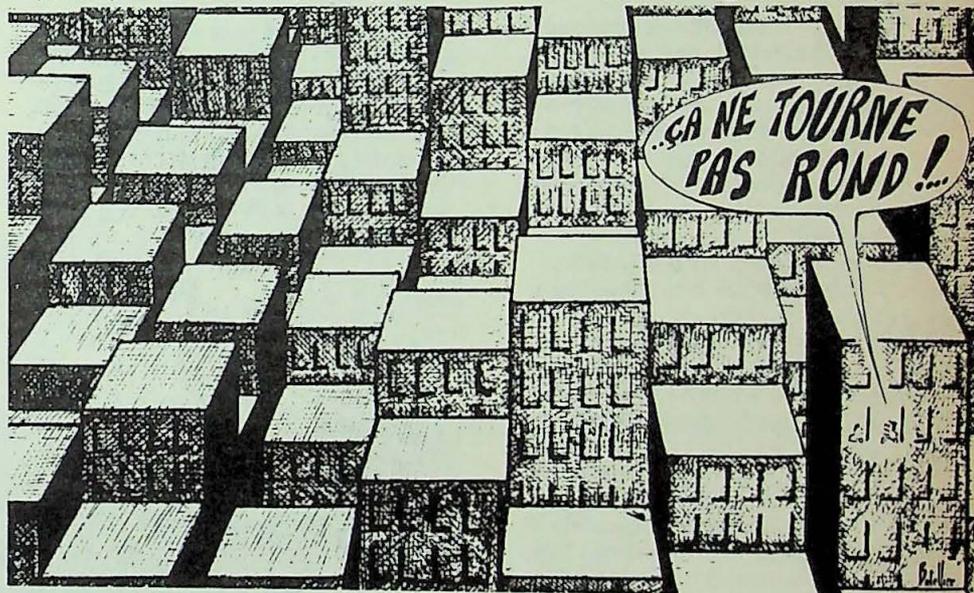
fice public de contrôle de l'opération du secteur Italie permettant l'accès de tous les habitants aux informations et documents concernant l'opération de rénovation. Dans l'immédiat, un gros effort est fait non seulement pour populariser les états généraux, mais aussi pour amener la population à réfléchir sur ses conditions de vie et sur les moyens de les changer.

Parallèlement, l'ensemble des organisations travaillent dans six commissions préparatoires aux débats, qui auront lieu le 19 au matin, avec la population autour des thèmes suivants : démocratie et participation, urbanisme et cadre de vie, équipements collectifs et scolaires, emploi, loyers et logements, HLM. Enfin, l'après-midi se tiendra, au square de Choisy, une fête avec la participation de chaque organisa-

étape vers le contrôle populaire sur le XIII^e ?

Ceux-ci peuvent ouvrir la voie à une réappropriation de leur quartier par les habitants du XIII^e. S'il est nécessaire que les différentes associations confrontent leurs expériences de lutte et leurs orientations, il n'est pas moins indispensable qu'un débat s'instaure entre habitants et travailleurs du quartier, entre habitants des tours et habitants des secteurs anciens. A partir de toutes ces confrontations, il faut essayer de créer une structure qui permettra de systématiser les contacts et de développer les luttes populaires sur le quartier.

Ainsi, la constitution à terme d'une assemblée populaire du quartier Italie, reflétant la prise en main par la population de son cadre de vie, sera possible, assemblée qui, en se réunissant régulièrement pourra



tion, où le compte rendu du travail des commissions sera donné à tous. L'animation sera faite par la troupe du Théâtre 13 qui est menacée d'expulsion par les promoteurs.

Les états généraux : première

prendre en charge les problèmes du quartier, élaborer des solutions et contrôler des élus. C'est cette voie que les militants du PSU essaieront d'ouvrir à partir des états généraux.

J.-F. THORAVAL ■

psu documentation

Vient de paraître

N° 108-109 *Les rapports Partis-Syndicats* 4,00

Numéros disponibles

N° 22-23 *Sur le mouvement politique de masse* 2,00
 N° 24-25 *La police dans la lutte des classes* 2,00
 N° 27-28 *La crise du système monétaire international* 2,00
 N° 51 *Le recrutement* 1,00
 N° 52-53-54 *Quand les patrons vont à l'école* 3,00
 N° 56-57 *Sionisme et libération* 4,00
 N° 86-87-88 *Le chômage sous-produit du capitalisme* 6,00
 N° 92-93 *Une section du PSU à Paris* 4,00
 N° 94-95 *Militer contre le militarisme N° 2* 4,00
 N° 96-97 *Le syndicalisme à l'école* 4,00
 N° 98-99 *Le syndicalisme à l'école* 4,00
 N° 100-101 *1970 - 73 Les femmes dans l'unité populaire* 4,00
 N° 102 *Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes* 2,00
 N° 103-104-105 *Electronucléaire et développement capitaliste* 6,00
 N° 106-107 *Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste* 4,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
 9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

et pourtant elle tourne...

Italie

une liste commune mais des projets distincts

En France, toute une opération politique s'est créée autour de l'exemple italien. Ah, si les révolutionnaires français voulaient... Ils pourraient eux aussi constituer des listes communes... Et pourquoi pas aux municipales de 1977 ? Que nos camarades de *Rouge* ou de *P.H.* retirent leurs lunettes transalpines trop ensoleillées et veuillent bien regarder la réalité du processus qui a amené la création des listes « Democrazia Proletaria » et la campagne électorale elle-même.

Les élections sont décisives pour la DC. Le PDUP, l'OC-Avant guardia Operaia qui avaient déjà passé des accords d'unité d'action et présenté des listes communes en juin 1975, se mirent d'accord sur le thème: un gouvernement de gauche doit seul remplacer la DC. Cet accord politi-

que stratégique n'est pas surprenant, les deux organisations ayant entamé un débat fraternel devant les mener à l'unification à moyen terme. Il faut dire que l'unité d'action PDUP-OC-AO a été très fructueuse depuis les élections régionales, elle a permis une action en direction de



photo VIVA

nombreux comités de village, de quartier et de collectifs d'étudiants. Bien accueilli par la gauche syndicale, l'accord PDUP-OC-AO représente réellement la dimension politique liée aux expériences de luttes des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière italienne.

C'est sur cet acquis que le PDUP et l'OC-AO décidèrent de présenter une liste Democrazia Proletaria qui permette l'expression de tout ce qui est à gauche du PCI. Et les deux organisations ouvrirent leurs listes à de nombreux groupes locaux. C'est dans ce cadre que s'ouvrent les négociations avec le groupe Lotta Continua.

Il s'agit ici de rappeler les profondes divergences entre LC et PDUP-OC-AO sur le rôle des forces réformistes (notamment du PCI) et sur le rôle des révolutionnaires dans les syndicats (cf attitude vis-à-vis de la FLM lors de la dernière négociation des contrats collectifs). Ces désaccords ne permettaient pas que LC soit purement

et simplement intégrée à la liste DP. Il fut convenu que LC appuierait DP et adjoindrait ses candidats aux luttes prévues.

Cet accord limité se retraduit dans le déroulement de la campagne elle-même, où il n'y a quasiment pas de propagande commune. Le PDUP et l'OC-AO menant campagne d'un côté, LC de l'autre.

Sans mystifier l'accord obtenu par ces trois organisations révolutionnaires, on peut reconnaître qu'il relance le débat politique et évite une dispersion des voix de l'extrême gauche. Mais qu'on ne nous dise pas qu'il constitue une étape décisive vers la construction d'un pôle révolutionnaire en Italie. De ce point de vue, si l'avancée du débat PDUP-OC-AO paraît riche d'avenir, on ne peut dissimuler (à moins de tordre la vérité) qu'il y a encore un fossé entre LC et ce regroupement éventuel. Ne projetons pas sur l'Italie nos fantasmes politiques... Les faits sont têtus.

Alain Chataignier ■

deux façons d'affronter le tremblement de terre

A l'entrée du « camp de l'hôpital » est plantée la tente des syndicats où se tient la coordination des quatre villages sinistrés où il y a eu le plus de victimes et de dégâts.

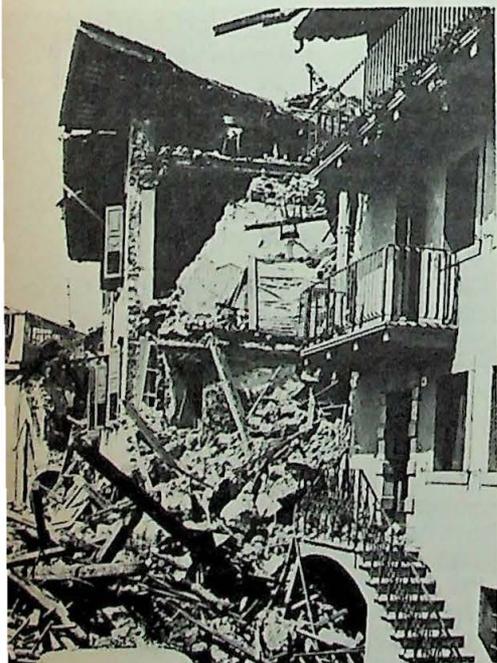


photo Patrick FRILET

a fait chasser « manu militari » d'une réunion les représentants des différents syndicats (CGL, CISL, UIL).

Hier, devant la tente des syndicats, a été convoquée une assemblée des délégués des sinistrés du territoire des quatre communes. Il s'agit de créer une structure autonome afin de redonner vie à une nouvelle structure sociale.

— Le syndicat doit être mieux au courant de la vie dans les camps ; pour cette raison il faut aller voir les travailleurs pour reconstruire un tissu syndical.

— Des délégués doivent être nommés dans chaque camp comme cela se fait dans les usines.

Le problème le plus important est celui de la militarisation opposé à une gestion civile de la reconstruction. Autre problème important : l'école ; les syndicats ont demandé aux enseignants et aux volontaires de compter sur eux pour plus d'efficacité. Dans tous ces domaines les difficultés sont énormes ; il faut sensibiliser au maximum la population et lutter contre la tentative de l'Eglise et de la DC qui cherchent à se constituer une clientèle.

A cette première réunion, où les militants pour la première fois se retrouvent, les propositions fusent de partout. « Il faut une décentralisation maximale qui partirait des villages de tentes... » « Un journal en frioulant pour rassembler la population... » « Les militants qui reviennent des camps apportent, eux aussi, suggestions et renseigne-

ments. « A Godo le centre de distribution de vivres et la cuisine sont gérés par les militaires... » L'explication est politique, le « caïd » de la DC locale veut à tout prix faire échouer une occasion de rencontre collective des sinistrés. Des militants cependant ont réussi à organiser d'une façon autogestionnaire des refuges mais doivent affronter de grandes difficultés. Les responsables DC dans les petits villages reprennent cependant le contrôle de la situation. On propose de faire en sorte que les repas soient distribués par les réfugiés eux-mêmes, de manière à créer un moment commun pour tout le camp.

La dispersion de la population est aussi un problème. Le camp de Gol a 32 tentes et 123 personnes y logent, alors que c'est 250 réfugiés qui y prennent leurs repas. Beaucoup, en effet, veulent rester près de leur bétail ou des ruines de leur habitation. Ce camp est installé sur un terrain de sport qui appartient à un entrepreneur membre de la DC qui, de plus, veut être responsable du camp.

A Lessi, 30 tentes, 100 personnes mais ceux qui mangent sont ici aussi plus nombreux. Mais là, la base a imposé ses décisions aux responsables de l'ENAL; lui aussi avait tenté dès le début, de se constituer une clientèle en distribuant par exemple des vêtements. Là, ce sont les civils qui dirigent les militaires, ils avaient même tenté de créer une imprimerie et de distribuer des journaux, mais les responsables DC ont bloqué le mouvement sous prétexte que dans ces moments-là on ne fait pas de politique.

A Magnaglia, il y a 300 personnes, l'organisation du camp est faite par tous, la cuisine et les trois magasins sont autogérés. A 7 heures, chaque matin, on fait une assemblée générale des trois zones qui divisent le camp, les rapports avec les militaires sont bons ainsi que ceux avec les techniciens venus pour la reconstruction.

Le camp de Magnaglia apparaît à tous comme l'exemple à généraliser. Ce camp se voit d'ailleurs proposé par beaucoup pour être responsable de l'information avec les autres campements de sinistrés. Les syndicalistes insistent sur l'importance du travail de sensibilisation et d'information qui doit être entrepris car la DC a tissé dans cette région un filet serré de clientèle, avec l'appui de militaires et des carabinieri. C'est la survivance de la DC qui est en jeu. La hiérarchie militaire quant à elle semble bien « mal en point », les soldats établissent sur les lieux du sinistre des liens avec la population.

Tous les moyens sont bons pour étrangler les expériences communautaires qui surgissent çà et là ; à Osoppo, par exemple, ce sont les carabinieri qui ont érigé un « camp modèle » où chaque sinistré se trouve isolé de son voisin.

Dans ce désastre deux conceptions s'affrontent :

Osoppo : le pouvoir de la DC ; Gemona : le début d'une nouvelle vie sociale.

N. de LUCA
M. HOCHÉ
(d'après il Manifesto,
15 mai 1976) ■

Le maire de Gemona, un démocrate-chrétien, se nomme Benvenuti, sous-directeur des postes d'Udine, est installé à la caserne des carabinieri depuis le début du sinistre, et personne ne l'a encore vu parmi les sinistrés. Représentant typique de la DC dans cette région, enfermé dans sa caserne et s'appuyant sur les militaires, il essaye d'endiguer la progression d'un mouvement populaire, parti de la base, dans la tâche de reconstruction. Dès le premier jour, le maire a exclu le syndicat de toute décision et

TS. 24/6/76

les palestiniens à la mer ?

Enfin, le cessez-le-feu négocié le samedi 12 juin sous les auspices du Premier ministre libanais M. Jalloud entre la Syrie et le camp palestino-progressiste n'aura pas été respecté par l'armée syrienne. Alors qu'elle s'était engagée à accepter l'évacuation de ses troupes dans un délai maximum de dix jours, la Syrie a décidé de continuer son intervention militaire directe « jusqu'au bout ». C'est-à-dire jusqu'à ce qu'il y ait un accord entre les deux camps libanais et que règne l'ordre.

Or, en réalité, il s'avère que l'intervention syrienne vise fondamentalement non pas à s'imposer comme arbitre, mais à s'affronter directement à la résistance palestinienne considérée comme « l'empêcheur de tourner en rond », parce que modifiant le rapport des forces en faveur du camp progressiste. En effet, la droite libanaise qui avait gardé son hégémonie sur l'ensemble des institutions du pays, alors qu'elle est minoritaire dans la population, veut réduire l'influence grandissante de la révolution palestinienne sur les masses populaires libanaises.

un lourd héritage

Pour ce faire, elle compte d'abord sur l'armée libanaise mais celle-ci étant donnée ses divisions, ne veut — ou ne peut — intervenir pour assurer cet objectif. Elle décide donc, en collusion avec les impérialismes américain et français, de prendre directement les choses en mains par l'intermédiaire de ses milices armées pour réduire, au vrai sens du mot, la présence palestinienne.

Face à cette situation nouvelle, la résistance palestinienne instruite des leçons du « septembre noir » en Jordanie en 1970, pensait avoir pris les précautions nécessaires pour ne pas s'engager dans cet engrenage. En réalité, la droite libanaise dans l'affrontement de classes qui se développait — et qui avait tendance à mettre au second plan le conflit confessionnel — s'en prenait à la révolution palestinienne dans laquelle elle voyait un exemple subversif. De son côté, la gauche libanaise ne pouvait que rechercher l'appui des forces palestiniennes pour éviter sa propre défaite. Loin d'être débarrassée du lourd héritage des divisions religieuses et ethniques encouragées par le colonialisme et l'impérialisme et maintenues par les notables de chaque confession — et, en ce sens Kamal Joublatt incarne bien cette ambiguïté —, la gauche libanaise rassemble cependant la plus

grande partie des classes populaires aspirant à de profonds changements sociaux et politiques au Liban. En provoquant des conflits avec les Palestiniens, la droite espérait forcer la plus grande partie de l'armée libanaise à intervenir directement contre la résistance palestinienne et imposer à celle-ci une solution visant à la neutraliser. Il est clair que bien que consciente du danger représenté par la tactique de provocation permanente des phalanges, la résistance ne pouvait laisser faire sans réagir : il en allait de sa survie. La désagrégation de l'armée libanaise a fait échouer ce plan. Désormais, la mise au pas de la résistance palestinienne ne pouvait plus se faire à partir des seules forces réactionnaires libanaises. Dans ce contexte, les forces impérialistes ont bien vu que le régime syrien craignait, pour des raisons internes et externes, une modification du *statu quo* au Liban. Les bases objectives d'un rapprochement entre l'impérialisme et le régime syrien étaient réunies.

Or, à un moment donné, le problème du refus de démissionner du président Frangié, complètement



Photo AFP

discrédité — principal appui de la droite et de l'extrême droite — mettait les Syriens dans l'obligation de faire pression sur une partie de la droite en soutenant une candidature, celle de Sarkis, qu'ils estimaient plus propice au maintien du *statu quo* au Liban.

La gauche a-t-elle su adapter sa tactique à cette évolution de la situation pour mieux isoler Frangié et les forces qui le soutenaient ? On peut en discuter, mais en tout état de cause. Toujours est-il que la prétention de la Syrie de se poser à ce moment-là en tant qu'arbitre était irrecevable. La Syrie estimait être la seule force capable d'imposer le *statu quo* que les forces réactionnaires libanaises ne pouvaient maintenir seules ; le refus des Palestiniens de satisfaire à la logique étatique syrienne portait en germe l'intervention directe de la Syrie avec l'appui des Etats-Unis et d'Israël. De son côté, l'URSS, qui s'attendait à une promenade militaire syrienne, est restée étrangement discrète (Kossyguine était présent à Damas, au début de l'intervention), pendant quelques jours, pour finalement critiquer un de ses derniers alliés au Moyen-Orient.

Vers un « juin noir » ?

En outre, le projet syrien de solution au problème palestinien, à savoir une fédération syro-jordano-

palestinienne sous son hégémonie (nouvelle mouture du Croissant fertile), ne peut se réaliser qu'au prix d'une mise au pas de la révolution palestinienne. Ce plan concerté avec les Etats-Unis suppose donc au préalable une liquidation de l'OLP actuelle — la Syrie, quant à elle, espérant jouer sur les contradictions existant entre l'OLP (état-major en exil) et le Front de la Résistance intérieure aux territoires occupés par Israël. Par conséquent, la logique politique et militaire de l'intervention syrienne au Liban entraîne donc un affrontement direct politique et militaire avec l'OLP. Se dirige-t-on vers un « juin noir » au Liban ?

Soutenues ouvertement par la quasi-totalité des forces réactionnaires au Liban — et en particulier (ironie du sort !) par Frangié lui-même — la Syrie ne peut plus envisager de jouer un rôle d'arbitre : elle doit tenter d'imposer par la force à la gauche palestino-libanaise son « compromis ». Pour la Syrie, l'équilibre du Liban ne peut passer que par l'écrasement de la résistance palestinienne. Alors elle pourrait se tourner vers Israël et se présenter comme l'interlocuteur valable pour un marchandage global à réaliser sur le dos des Palestiniens. Du même coup, elle ravirait à l'Egypte sa place de leadership d'un monde arabe enfin réconcilié avec l'Occident et les sionistes.

Ira-t-elle jusqu'à jeter tous les Palestiniens à la mer ?

**B. RAVENEL ■
A. TLEMCEN ■**



Foroilib

Troupes syriennes hors du Liban ! Non à l'intervention française !

C'est sous ces mots d'ordre général que les organisations françaises suivantes PSU, LCR, Revo, PCR, Amis de TC, Cause du Peuple, avec le Collectif national Palestine et l'Association médicale franco-palestinienne, avec le soutien de la totalité des organisations d'étudiants arabes et de nombreuses organisations de travailleurs immigrés, ont manifesté le mardi 15 mai d'Oberkampf à la place Gambetta.

les femmes dans la révolution

Militante du Front national palestinien en Cisjordanie, Lhutfiya Hawari a été emprisonnée pendant sept ans par les Israéliens. Sortie de prison après avoir subi de mauvais traitements, elle a été expulsée de Cisjordanie par les autorités d'occupation. Depuis, au nom de l'OLP, elle consacre l'essentiel de son énergie à faire connaître auprès de l'opinion mondiale la situation de ses camarades restés emprisonnés et en particulier celle de ses sœurs palestiniennes. Elle a bien voulu parler de la situation spécifique de la femme palestinienne à *Tribune socialiste*.

TS : Peux-tu nous définir la situation de la femme arabe en général et de la femme palestinienne en particulier, avant la révolution palestinienne ?

Lhutfiya Hawari : D'une manière générale, les facteurs expliquant le « sous-développement » de la femme palestinienne sont les mêmes que ceux qui sont à l'origine du sous-développement de la société tout entière. Cela vient des régimes colonialistes, de l'idéologie régnante dans les pays arabes fondamentalement réactionnaires comme la Jordanie. Le résultat en est la limitation du rôle de la femme à un rôle secondaire ; c'est une manière d'empêcher la femme palestinienne de participer à la vie générale du pays. La femme palestinienne était exactement comme toutes les autres femmes arabes. Elle a vécu selon des normes rétrogrades et des conceptions réactionnaires. S'il y a quelques apparences de modernisation, ça vient des modèles bourgeois et des mentalités importés par les colonisateurs. S'il y a orientation progressiste, s'il y a vision vers un meilleur avenir, c'est grâce à la révolution palestinienne.

TS : Quel est donc l'apport de la révolution palestinienne à la femme palestinienne ?

L.H. : Ce qui caractérise la femme palestinienne, c'est son engagement dans une révolution qui évolue, exposée à des facteurs qui contribuent à son changement. La révolution, c'est la libération de la Palestine, c'est surtout des changements de structures et de mentalités et des rapports entre les gens, y compris du regard qu'on a envers la femme, son rôle et sa place dans la société.

L'influence première de la révolution a été de détruire les conceptions bourgeoises arabes selon lesquelles la femme devait envisager de se marier avec un bourgeois plus riche et s'occuper de la maison. Aujourd'hui c'est fini : la femme palestinienne n'aspire plus à cette vie. Elle veut plutôt s'éduquer, se cultiver pour participer à la révolution, au changement de la société.



photo AFP
femme palestinienne votant pour les élections municipales en Cisjordanie.

Une deuxième préoccupation nouvelle : on ne veut plus aller à l'étranger pour étudier, on préfère étudier à l'Université sur place en Cisjordanie. Et ce qui est nouveau c'est l'intérêt pour les branches scientifiques alors qu'avant on étudiait n'importe quoi. Aujourd'hui, c'est en fonction des besoins du peuple palestinien et de son futur Etat qu'on s'oriente dans cette branche.

TS : Les autorités d'occupation laissent-elles faire ?

L.H. : Bien sûr que non. Les programmes sont établis sous le

contrôle des autorités israéliennes, en hébreu. En fait, nous travaillons clandestinement. Au Liban, par contre, il y a des programmes mis au point par la Résistance qui engagent la femme vers les secteurs productifs et les institutions de la Résistance palestinienne.

TS : Et la femme arabe en Israël ?

L.H. : Une première précision, il faut parler de femme palestinienne en Palestine usurpée depuis 1948, et en Palestine occupée depuis 1967. L'objectif de la politique israélienne est de rendre les Arabes palestiniens minoritaires dans leur pays et, dans un deuxième temps, « d'israéliser » les Palestiniens arabes. Donc il s'agit de supprimer la personnalité palestinienne, culturelle, nationale. Pour la femme, Israël veut la maintenir dans sa situation héritée depuis des

TS : Mais Israël a permis aux femmes de voter pour la première fois en Cisjordanie ?

L.H. : Les autorités israéliennes espéraient le succès de leurs collaborateurs. Ils spéculaient que la femme palestinienne était réactionnaire, conservatrice, n'avait pas d'opinion à formuler sur l'OLP par exemple. Mais les résultats ont montré qu'Israël s'est trompé même sur les femmes. Avec la lutte quotidienne la conscience politique des femmes a beaucoup avancé.

TS : Et l'impact de la révolution palestinienne sur les hommes dans leurs conceptions vis-à-vis des femmes ?

L.H. : Nous essayons toujours de rendre notre révolution progressiste pour que l'homme palestinien se débarrasse des concepts réactionnaires bourgeois et prenne conscience de son rôle dans la société, dans le processus révolutionnaire et envers la femme. L'homme doit considérer la femme comme un partenaire égal de lutte. Dans la mesure où les femmes palestiniennes participent de plus en plus aux structures de la Résistance, l'homme n'a plus peur que sa femme sorte de la maison, s'implique dans les affaires publiques, etc. Bien sûr, il existe encore au sein de la Résistance des hommes qui sont réactionnaires, avec une vision traditionnelle de la femme, mais au fur et à mesure de l'engagement du peuple dans la lutte ces conceptions vont finalement disparaître. On ne peut séparer la libération nationale de la libération sociale, culturelle et sur le plan des rapports sociaux.

TS : Quelle est la participation réelle des femmes palestiniennes ?

L.H. : D'abord elles animent l'UG des femmes palestiniennes, qui est ici clandestine. Cette organisation a son organe : « la Pionnière ». Elles travaillent aussi dans les associations de bien-être, s'occupent des familles des martyrs, des prisonniers, font pression sur la Croix-Rouge, sur l'ONU, etc.

Aujourd'hui, la femme palestinienne est représentée dans le Conseil national palestinien représentant toutes les organisations.

TS : Combien sont-elles ?

L.H. : Il y en a 10 sur 180.

TS : Et les rapports de la femme avec la religion ?

L.H. : Comme pour l'ensemble des femmes arabes, l'influence de la religion sur la société est très grande. L'Islam touche tous les secteurs de la vie sociale, économique et politique ; il influence le statut et le rôle de la femme dans la société et la vision qu'on a d'elle ; la religion est liée à l'idéologie des classes féodales et bourgeoises de chez nous.

Mais avec l'influence de la Résistance on considère de plus en plus la religion comme une affaire personnelle.

Propos recueillis par
Bernard RAVENEL ■

tribune de l'autogestion

La Fédération de la Mayenne du PSU a organisé le 24-4-76 à Laval un après-midi de travail sur l'autogestion, inscrivant sa réflexion dans la perspective de la réunion à Paris, les 3 et 4 juillet prochains, des Etats généraux pour l'autogestion socialiste.

Le présent compte-rendu entend remplir une double fonction : d'une part, assurer le lien entre les participants aux « 6 heures », d'autre part élargir le cadre de la réflexion engagée. De nouvelles rencontres pourront être organisées, à Laval ou dans d'autres localités du département, réunissant les militants, organisés ou inorganisés, qui se réclament du projet autogestionnaire.

Sans prétendre exprimer la variété ou la richesse des interventions et du débat, ce compte-rendu s'efforce de dégager les lignes de force des « 6 heures » : à travers l'introduction de Baudoin Rochebrune, membre du bureau national du PSU, à travers les rapports des commissions, à travers les grandes lignes du débat de conclusion, c'est la volonté de développer la force du mouvement autogestionnaire et révolutionnaire qui s'exprime ici.

pourquoi les états généraux ?

Pour Baudoin Rochebrune, la visée des Etats généraux s'inscrit dans un contexte clair : aujourd'hui, en France, le problème du pouvoir est posé et il importe de le poser en terme de luttes. Seule la montée des luttes permettra d'établir un rapport de forces favorable à la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leur propre pouvoir. Or dans le même temps, force est de constater que le mouvement autogestionnaire n'est pas actuellement armé pour cette perspective. Dans ce contexte, les Etats généraux définissent une double visée : permettre une élaboration collective du programme vers le pouvoir des travailleurs (programme de transition). C'est collectivement, et à partir des luttes, que peuvent être élaborés les objectifs qu'il importe de se donner ; - développer une force autogestionnaire révolutionnaire, ce qui ne peut se faire à partir du fusionnement des appareils existants, mais dialectiquement à partir des forces inorganisées et organisées.

nos tâches dans les entreprises

Face aux attitudes et à la situation des travailleurs dans le département, les militants présents aux « 6 heures » ont avancé un certain nombre de mots d'ordre et d'analyses incomplets et qui restent à approfondir. Devant la faiblesse du mouvement ouvrier, tant dans ses organisations que dans son expression, il convient de tout faire pour favoriser la conscience de classe.

La syndicalisation des ouvriers mayennais est un passage obligé en tant que démarche de prise en charge collective des problèmes des exploités. Nous constatons à partir

des exemples récents que les luttes peuvent être l'occasion privilégiée de cette syndicalisation. Mais, en même temps, les travailleurs manifestent la volonté que le syndicat soit l'expression de leurs propres revendications et l'instrument pour mener leur lutte. C'est ainsi que les plus combattifs des travailleurs sont aussi les plus critiques face aux faiblesses de l'organisation syndicale.

La grève est pour les travailleurs un moyen de rupture avec le système, à différents niveaux : production, consommation, légalité... C'est un moyen pour eux d'obtenir et de conquérir leur autonomie par rapport au système, de construire leur unité face au patron, d'assurer leur contrôle sur l'entreprise. Pour cela, il est nécessaire de favoriser la démocratie ouvrière.

Les luttes ouvrières sont un moyen de prise de conscience de classe et de construction de l'unité de classe. En même temps, elles sont l'occasion pour d'autres couches de la population de se rassembler autour des travailleurs en lutte. Les comités de soutien en sont un moyen. Encore faut-il que les mots d'ordre avancés permettent cette unité. Actuellement, les mots d'ordre justes semblent être ceux de

contrôle ouvrier et populaire et de pouvoir des travailleurs.

quelques éléments du débat de conclusion...

Dans le débat se sont exprimées des analyses qui appellent un débat stratégique de fond. Ce débat traverse aujourd'hui le PSU, mais il concerne aussi l'ensemble de la gauche ouvrière et paysanne. C'est pourquoi il est important d'en exprimer ici les termes. Il ne faut, en aucun cas, « attendre 1978 » : les échéances électorales sont importantes, mais, pour nous, le mouvement des masses s'exprime prioritairement dans les luttes (bellanger, Coutils, Gruhau, Bâtiment, Pouteau...). Il importe de faire le bilan des expériences chilienne et portugaise : s'il est évident que la transposition sommaire n'est pas possible, il n'en demeure pas moins essentiel de réfléchir aux conséquences des stratégies de « débordement »... Il est juste d'assurer l'autonomie des forces révolutionnaires : pour ce faire, il convient de se donner les moyens de développer la force du courant large pour l'autogestion. Il est clair que le problème de l'articulation future entre les formes de pouvoir populaire et le pouvoir central est au cœur de notre problématique. Il est essentiel de tenir les deux termes de la contradiction : il y a bien, en effet, contradiction entre pouvoir populaire et pouvoir d'Etat (fût-il « de gauche »), et pendant la période de transition, il faut « marcher sur ses deux jambes »... Le véritable pouvoir avance avec le mouvement populaire, mais on ne peut compter sur les seuls pouvoirs populaires tant que le rapport de forces au niveau central n'a pas basculé en faveur des masses...

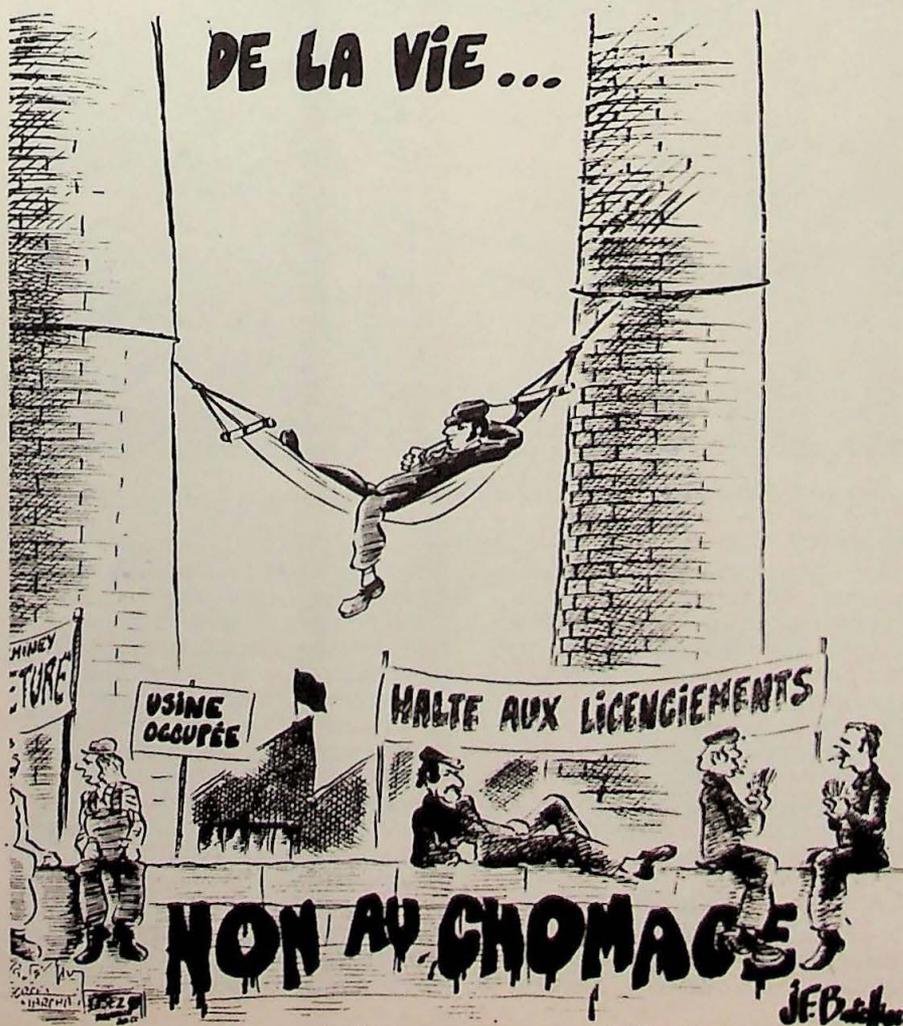
Les éléments du débat de conclusion retenus ici sont fragmentaires ; mais la réflexion engagée par les militants présents aux « 6 heures » ne s'arrête pas là. Ils s'adressent à tous ceux qui se réclament du projet socialiste autogestionnaire. La réflexion ici engagée concerne tous ceux qui luttent pour l'instauration d'un socialisme qui soit celui du pouvoir des travailleurs eux-mêmes. ■

Etats généraux pour l'autogestion

Pour les Hauts de Seine, les sections PSU de Bagneux, Fontenay-aux-Roses, Sceaux, Robinson, Montrouge, Malakoff, Chatenay-Malabry, des membres d'associations locales et familiales, d'associations de locataires, de syndicats invitent la population de ces communes à participer à quatre carrefours, Santé, Cadre de vie, Ecole et éducation, Eglise et luttes de classe. Synthèse des débats le samedi 19 juin de 15 h à 19 h à l'école du carrefour des martyrs de Chateaubriand à Bagneux.

laval : 6 h pour l'autogestion

1976 : ANNÉE DE LA QUALITÉ



SELECTION TV

Vendredi 18 juin à 20 h 30, sur FR 3 : *De quoi avons-nous peur ?* Des enfants pas comme les autres (2^e volet de l'émission Le prix de la vie).

Sur les 80 000 enfants prématurés qui naissent chaque année, 10 % meurent, 10 % restent profondément handicapés, 40 % auront des problèmes, 40 % seulement s'en tirent. Quelles sont les causes de la prématurité ? Faut-il créer des unités de soins intensifs ou organiser systématiquement la prévention, ce qui est loin d'être le cas, dans les quartiers, les entreprises : meilleure surveillance de la grossesse, conditions de travail, etc.

Mais, en dehors des handicapés dus à la prématurité, il y a aussi les enfants anormaux. Grâce à la ponction amniotique, il est aujourd'hui possible à une mère de savoir si elle porte un enfant normal ou anormal. Qui y a droit ? Qui peut en bénéficier ? En fonction de quel coût ? Emission aussi passionnante que la précédente, car elle pose le problème de l'intrusion de la technique qui n'est jamais neutre, dans ce qui était jusque-là considéré comme « naturel », avec des conséquences importantes comme par exemple le contrôle de la « qualité » de la population.

Vendredi 18 juin à 21 h 30, sur Antenne 2 : *Apostrophes* « Liberté, liberté chérie », avec R. Badinter, H. Caillavet, E. Fajon, Ph. Malaud.

A 22 h 52 : *Ciné-club :* « Bof » de Claude Faraldo.

Dimanche 20 juin à 22 h 30, sur FR 3 : « *Nosferatu le vampire* », une symphonie de l'horreur de F.W. Murnau.

Mardi 22 juin à 21 h 40, sur TF 1 : « *Bambois ou la vie autre* ». Pourquoi choisir de vivre autrement ? Comment tenter l'ouverture ? Pour combien de temps ? Les enfants doivent-ils participer à ce mode de vie marginal ? Narration conçue selon le principe qui consiste à évoquer des problèmes actuels grâce à des personnes qui acceptent de se confier devant les caméras.

Mercredi 23 à 20 h 30, sur FR 3 : *Cinéma 16 :* un été à Vallon. A travers l'histoire romancée de faits réels, les acteurs ont voulu dépeindre une certaine réalité économique et sociologique. Un village de l'Ardèche au bord d'une rivière passe de 1 100 habitants l'hiver à 55 000 pendant les deux mois d'été. 54 000 campeurs entassés, les incidents entre campeurs et paysans que rien ne rapproche. Seuls gagnants, les commerçants et les promoteurs.

Jeudi 24 à 20 h 30 sur TF 1 : *60 minutes pour convaincre.* La coopération, c'est votre intérêt dira aux Français Mohamed Diawara, ministre du plan de la Côte d'Ivoire. La mise en valeur du Tiers-Monde est la grande chance de la fin du siècle, pour éviter l'explosion possible du monde entre une minorité de riches et une majorité croissante de pauvres.

c'est aussi politique

les rêves et la réalité

Trois toiles qui traitent des mythes et de la réalité (on dit « toile » dans le langage courant pour film) viennent de sortir. Problèmes bateaux mais existentiels qui, de plus, ne sont pas traités sous l'angle de l'angoisse et de la décadence comme le font les cinéastes bourgeois qui, et pour cause, ne voient aucune issue. Ici, la manière est légère et souriante, ce qui n'exclue pas la gravité. Vous sortez déçus de la semaine avec en plus un œil lucide et railleur sur les multiples tracas et contradictions qui font les problèmes, mais aussi le charme de la vie.

Après *Lily aime moi* (tendre et acide avec Rufus), Dugowson réalise *F comme Fairbanks*. Fairbanks, c'est l'acteur souriant et décontracté du cinéma muet américain qui incarnait Zorro. C'est aussi le surnom d'un jeune ingénieur chimiste joué par Patrick Dewaere, surnom qu'il doit à sa passion du cinéma (son père est projectionniste), à l'admiration qu'il voue à ce héros dont il se donne d'ailleurs l'allure vestimentaire : large chapeau de feutre, cape, écharpe blanche et sourire... éclatant. Rêveur, il rencontre une Alice au pays des merveilles, actrice amateur qui en incarne le rôle (joué par Miou Miou — rappelez-vous « *Les valseuses* », à voir absolument s'il repasse dans votre coin), actrice en dehors de son boulot (elle est employée dans une agence de voyages). A sa manière, elle rêve aussi. Star ! pourquoi pas. En attendant Narcisse, elle collectionne des photos d'elle, ce qui ne l'empêche pas d'avoir la tête sur les épaules plus que son amant qui déprime au fur et à mesure de sa marche dans la réalité. Il se voyait brillant chimiste. Le chômage l'attend ou alors en attendant manœuvre, laveur de voiture. Quelques scènes réalistes campent la vie en 1976. Crise de nerfs dans une ANPE, dans un bistrot où il épluche les petites annonces, sur un chantier où sa fantaisie suscite son renvoi. La réalité s'insinue de plus en plus dans leur couple. Scènes ! Pleurs ! La dépression nerveuse met fin à ses mille et une nuits où il se voyait volant sur un tapis avec son Alice au-dessus des mornes banlieues HLMisées.

Aussi grave et autant bourré de clin d'œil et de croquis sociaux, c'est *Nous nous sommes tant aimés* de E. Scola (italien). Là aussi, il y a du cinéma sur le cinéma puisqu'on y voit une jeune femme qui rêve d'être actrice et ne le sera pas, un cinéphile anarchiste passionné de cinéma, le tournage d'un film de Fellini, une interview de Vittorio de Sica à qui ce film est dédié. Coup de chapeau au cinéma italien, bourré d'allusions ; l'histoire raconte la vie entrecroisée

de trois résistants au fascisme qui, à la libération, veulent changer le monde. Intellectuel brillant, le premier étouffera sa conscience pour épouser la fille d'un entrepreneur, obèse et véreux comme la Démocratie chrétienne italienne qu'il symbolise. Le deuxième quittera sa femme pour des constructions révolutionnaires idéalistes. Intellectuel érudit mais bavard, il n'a aucune prise sur la réalité. Le troisième, c'est le communiste brancardier bien sympathique, mais empoté et roulé par tout le monde. Une fille traverse leur vie, tous la courtisent et nul ne l'aura vraiment, pas même le brancardier qui l'épousera, car tous ont trop rêvé et ont manqué de choisir un jour ou l'autre. « Nous avons voulu changer le monde, et 25 ans après, c'est le monde qui nous a changé » conclut l'un des personnages ; « Qu'importe, lui répond un autre, le bonheur c'est de chercher, malgré les plaintes, les obstacles, c'est le charme de l'existence. »

Tribulations, tribulations... Les personnages rient, mangent, boivent et se disputent. Plaisir de l'ami-

tié et de la fraternité comme dans *Next Stop pour Greenwich Village* de Mazursky qui retrace la vie bohème aux USA, dans les années 50, d'une bande de jeunes étudiants acteurs qui rêvent d'être Marlon Brando ou Laurence Olivier. Film juif sur les Juifs, plein d'humour comme seuls peut-être ils peuvent l'avoir, riant des persécutions, de leurs errances, de leurs coutumes. La mère y étouffe son fils, le fils chante à tue-tête dans le train à 2 heures du matin. Les surprises-parties vont bon train. Les quiproquos se multiplient comme dans une pièce de Feydeau. On se suicide, on se chamaille, on se trompe, on s'engueule au long du scénario. Avortement, petits boulots, bistrot, bistrot et chambres de bonnes... Toute une imagerie bien réelle qui, au-delà de l'anecdote, traite des relations humaines ou dans l'amour, l'amitié et la liberté sexuelle. On cherche une nouvelle manière de vivre, plus fraternelle, plus collective, plus proche de ses désirs.

Trois films pas directement politiques, mais branchés sur le quotidien. Ils ne décrivent ni les processus qui produisent ce mal de vivre, ni les solutions possibles. Néanmoins par touches impressionnistes, ils décrivent de façon cocasse la coupure que provoquent les mythes et les rêves de l'idéalisme bourgeois. Quand la caméra plonge dans la vie quotidienne, elle nous ramène un reflet de nous-mêmes... cocasse.

M. ACIDANT ■



(Publicité)



nature et bretagne

38, rue Jeanne-d'Arc
29000 Quimper
téléph. : 95-30-17

DES LIVRES-CHOC :

Prêtres de demain, Itinéraire d'un prêtre marié, par Christian-Yves Kerboul, 230 pages, 35 F.

Dossier Irlande du Nord, par Jean-Claude Rouat. 254 pages illustrées de documents photographiques saisissants, 33 F.

La langue bretonne face à ses oppresseurs, par Jorj Gwegen. 316 pages, nombreuses photographies, 36 F.

Trois ouvrages qui révèlent ce que taisent les conformistes.

le centre populaire de formation socialiste

Créé à l'initiative du PSU, le Centre populaire de formation socialiste est ouvert à tous ceux, travailleurs, intellectuels, étudiants, lycéens, militants syndicalistes et militants politiques qui éprouvent le besoin d'une réflexion et d'une formation placées sous le signe du marxisme et orientées vers le combat pour l'autogestion socialiste.

Né il y a un an, le centre dans sa première année a recueilli plus de 400 inscriptions. Il a organisé quatre « cycles » de formation : analyse

marxiste de l'économie, marxisme et philosophie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales. Tout n'a certainement pas

calendrier

PREMIERE SERIE

Histoire du mouvement ouvrier (les séances auront lieu : 44, rue de Rennes, Paris-6^e) :

— *Formation de la classe ouvrière et développement du mouvement ouvrier* (mardi 5 octobre).

— *Les internationales ouvrières jusqu'en 1914* (mardi 19 octobre).

— *Les révolutions et la 3^e internationale* (mardi 9 novembre).

— *Les grands courants du mouvement ouvrier en France entre les deux guerres* (mardi 23 novembre).

— *Le mouvement ouvrier depuis la 2^e guerre mondiale* (mardi 7 décembre).

Théorie marxiste (44, rue de Rennes, Paris-6^e) :

— *Les modes de production* (mardi 12 et 26 octobre).

— *La lutte des classes* (mardi 30 novembre).

— *L'Etat* (mardi 30 novembre).

— *L'idéologie* (mardi 14 décembre).

L'économie capitaliste (les séances auront lieu : 83, boulevard Arago, Paris-6^e) :

— *Capital, travail et plus-value* (vendredi 15 octobre).

— *Division du travail et classes sociales* (vendredi 5 et 19 novembre).

— *L'accumulation du capital* (3 décembre).

— *L'impérialisme* (vendredi 17 décembre).

DEUXIEME SERIE (44, RUE DE Rennes, le mardi) :

— *L'expérience soviétique* (4, 11, 18 et 25 janvier).

— *La crise de la société bourgeoise* (1, 8, 15 février et 1^{er} mars).

— *Les problèmes de la transition socialiste* (8, 15, 22 et 29 mars).

TOUTES LES SEANCES AURONT LIEU DE 19 H A 21 H.

Toutes les séances auront lieu de 19 h à 21 h.

été parfait, certaines séances ont pu décevoir par rapport à l'attente qu'on en avait, mais le bilan nous semble, au bout d'un an, positif. Ajoutons que le centre a fait un gros effort : celui d'éditer les douze séances de chaque cycle en cassettes. Celles-ci s'écoulent, mais nous insistons sur les possibilités qu'elles offrent de formation en petits groupes, de débats, etc. Beaucoup de groupes ont déjà organisé des séances de formation à partir des cassettes du centre : car s'il est difficile d'interrompre un exposé, il est facile d'apuyer sur une touche et de permettre ainsi une discussion vivante et collective. Un rappel : chaque cassette dure une heure et demie et est livrée avec un plan de l'exposé et une bibliographie. Un conseil donc, passez vos commandes !

Cycles trop longs, difficulté d'un débat véritable, trop grande inégalité des « niveaux » de formation selon les séances, telles ont été les principales remarques que nous avons pu recueillir. Aussi, cette année le Centre vous propose-t-il une nouvelle répartition de ses activités, permettant de répondre aussi bien à la nécessité d'une formation « de base », qu'au besoin d'une formation et de débats plus approfondis. Deux séries de cycles seront donc organisées.

Une première série, de « formation générale », au cours du quatrième trimestre 1976 (voir calendrier prévu à la suite de cet article), composée de trois cycles de cinq séances, chaque séance de chaque cycle ayant lieu toutes les deux semaines comme l'an dernier :

— théorie marxiste (un mardi sur deux),
— histoire du mouvement ouvrier (un mardi sur deux),
— économie capitaliste (un vendredi sur deux).

Comme l'an dernier on peut s'inscrire à un, deux ou trois cycles (cf. bulletin d'inscription plus bas).

Une deuxième série, prévue sous forme de discussions surtout, à partir de courts exposés introductifs, organisée autour de trois thèmes (quatre séances par thème, au cours du premier trimestre 1977). Chaque séance ayant lieu tous les mardis) :

— l'expérience soviétique,
— la crise de la société bourgeoise,
— les problèmes de la transition socialiste.

Chaque thème étant abordé sous différents angles : théorique, économique, historique, sociologique, culturel, etc. Une assemblée des inscrits à ce cycle en déterminera au cours du premier trimestre les méthodes de travail. L'inscription à cette série de douze séances peut être séparée de celle des cycles précédents. Mais bien sûr on peut s'inscrire à la totalité des séances du Centre.

Un dernier point sur les prix d'inscription : la participation aux frais est de 3 francs par séance au maximum. C'est ce que nous coûteront la location de la salle et les différentes correspondances que nous aurons avec vous... Retournez vite le bulletin ci-dessous, la première séance aura lieu le 5 octobre.

C. BERGER ■

Bulletin d'adhésion au Centre populaire de formation socialiste

NOM : _____ PRENOM : _____ PROFESSION : _____
ADRESSE : _____

Je m'inscris :

— A LA PREMIERE SERIE (cocher le(s) cycle(s) correspondants)

HISTOIRE **THEORIE** **ECONOMIE**

Droit d'inscription : un cycle 15 francs, deux cycles 25 F, trois cycles 35 F.

— A LA DEUXIEME SERIE 12 séances - inscription : 35 F).

— A L'ENSEMBLE DES SEANCES (inscription : 70 F).

Libellez les chèques au nom de Pierre Garrigues CCP 23 412 64 PARIS. Retournez ce bon au Centre populaire de formation socialiste, 9, rue Borromée, Paris-15^e.

Liberté, libertés

*Liberté,
libertés*
Réflexions du comité
pour une charte des libertés
animé par
Robert Badinter
Préface de
François Mitterrand
GALLIMARD

"Des questions essentielles pour les libertés...
Quant aux réponses, chacun est convié à les critiquer,
à les compléter, c'est-à-dire à affirmer, par rapport
à ce livre, sa pleine liberté".

François Mitterrand

GALLIMARD

vous êtes concernés

trop, c'est trop !

En tout état de cause, quelles que soient les attaques, ouvertes ou voilées, nous resterons sereins politiquement.

Nous resterons sereins parce que notre position politique est claire et compréhensible par tous et en tant que telle n'a besoin ni de paravent, ni de cache-sexe, ni encore moins de porte-parole, aussi rouge soit-il, pour s'exprimer.

Notre position est claire et compréhensible par tous parce qu'elle peut tenir, pour l'essentiel, en quelques mots :

— Nous sommes persuadés (comme l'ensemble du parti sans aucun doute) que la stratégie autogestionnaire est la seule capable de nous mener au socialisme, mais nous sommes en plus persuadés que, pour lui donner toutes les chances de se réaliser, il faut un parti révolutionnaire rassemblant tous les militants de l'autogestion socialiste.

— Or, comme la crise du capitalisme porte et portera à un très haut niveau la lutte des classes en France dans les prochaines années sinon dans les prochains mois et rend donc imminente la confrontation ouverte Bourgeoisie-Proletariat, il faut que l'aspect principal de nos efforts aujourd'hui (juin 76) porte sur le rassemblement des partisans révolutionnaires de l'autogestion. Il ne suffit plus de dire que notre stratégie marche sur deux jambes : Unité populaire et parti révolutionnaire pour l'autogestion. Pour faire un saut, il faut toujours une jambe d'appel. Il faut donc dire que, pour accomplir le pas décisif vers le socialisme, nous devons enclencher aujourd'hui la construction d'une force révolutionnaire puissante pour l'autogestion. Nous pourrions ainsi *prendre appui* sur elle pour être autre chose qu'une goutte d'eau dans l'Unité populaire et pouvoir peser sur le combat de classes.

— La conséquence politique immédiate est qu'il faut ouvrir des discussions sans exclusive pour constituer des listes autogestionnaires aux prochaines municipales.

Comme notre position politique tient en ces quelques lignes, nous n'avons pas besoin que *Rouge* nous réserve de la place pour promouvoir le débat interne au parti, les organes de celui-ci nous suffisent, et la publication de cette lettre dans TS le prouvera.

Aussi tous les coups bas qui peuvent indirectement nous être portés, tels que ceux d'Alain Tlemcen dans TS n° 704 à l'occasion d'une réponse à certains commentaires de presse n'entameront pas notre sérénité ; surtout lorsque les coups ne s'appuient sur aucun fondement, le seul recours étant alors de chercher à nous faire porter la responsabilité... des écrits des autres !

Ce sont des arguments et des moyens aussi vieux hélas que le mouvement ouvrier. En somme, le choix est entre la sérénité ou la sénilité politique.

Le Bureau Fédéral de la Gironde unanime ■

J'ai lu avec stupeur la façon dont TS a communiqué la déclaration publique de la DPN. Elle est publiée comme deux textes séparés ; le premier paraît en éditorial auquel le paragraphe sur les municipales sert curieusement de conclusion. La direction de TS s'y permet de censurer cinq fois la DPN. Evidemment pour des raisons techniques : cet extrait devait entrer dans le lit de Procuste du cadre prévu pour l'éditorial. Mais la question reste entière : quel droit la direction de TS a-t-elle de censurer la Direction politique du parti. A quoi j'ajoute : de quel droit le camarade Tlemcen se permet-il en même

temps -d'accuser la « minorité » d'utiliser *Rouge* comme bulletin intérieur ?

Yvan CRAIPEAU ●

Loin de moi toute prétention de censurer la direction politique nationale comme me le reproche Craipeau. Ma préoccupation essentielle et permanente est de présenter de façon lisible un texte qui n'était pas prévu pour être un édito. A TS on a l'habitude des affaires d'autant plus compliquées qu'il s'agit d'intéresser non seulement les militants mais

l'ensemble de nos lecteurs. Je ne pense pas que la présentation du texte de la DPN tel qu'il est paru en altère le sens. Peut-être aurions-nous dû trouver, une fois de plus, un éditorialiste et placer le papier de la DPN ailleurs. Mais justement, ce n'était pas lui rendre service que de ne pas lui donner le relief suffisant. Quant à l'article sur Rouge, on peut ne pas être d'accord avec son contenu, comme les camarades de la Gironde, et laisser la presse extérieure s'en prendre à tout prétexte et vraiment « fielleusement » au PSU, sans réagir. Que le PSU gêne certains conformismes même d'extrême gauche, on le savait déjà. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour laisser faire.

A.T. ■

confidentiellement vôtre

Guerche, franchement, tu charries. Passe encore que, nous accusant de jouer les donneurs de leçons, tu nous administres un cours magistral de journalisme : cela relève du code ordinaire de la polémique, et il est non moins de règle que l'on retourne le compliment. Mais où tu pousses un peu loin le bouchon, c'est lorsque tu substitues un procès d'intentions à un démenti portant sur les faits ou à une confrontation d'analyses.

Tu écris « *qu'il est plus aisé de jouer au « confidentiellement vôtre » dans des articulets anonymes que d'affronter publiquement les problèmes graves posés par la victoire probable de la gauche* ». Tu devrais acheter PH, vieux, c'est pas cher ! Tu aurais découvert dans le dernier numéro une confidentielle réflexion sur les enjeux signée Hamon et Rotman, un débat confidentiel entre Gilbert Hercet — confidentiellement membre du BN du PSU — et Alain Krivine (le trotskiste sous-marin bien connu), ainsi que moult contributions confidentielles des principales organisations révolutionnaires d'Europe du Sud, sorties d'entretiens confidentiels

avec des dirigeants du CERES et de la CFDT. Thème du dossier : quelle stratégie pour les révolutionnaires face à un gouvernement de gauche ? Quelle coïncidence...

Au fond, que nous reproches-tu ? Des désaccords politiques — c'est-à-dire de ne pas être *Tribune Socialiste* ? Le prix de notre indépendance, nous l'avons souvent vérifié, est d'agacer ceux-là mêmes dont nous sommes les plus proches. Ou bien de privilégier tel ou tel interlocuteur ? Par exemple Victor Leduc, auquel nous avons consacré une interview de deux pages, voici quinze jours, ou Michel Mousel, que nous interrogerons la semaine prochaine sur les états-généraux de l'autogestion ?

Tu nous accuses, si j'ai bien compris, d'avoir « un comportement » qui ne te convient pas. C'est ce que disait Mitterrand à sa minorité au congrès de Pau pour éluder les choses sérieuses. Comme je sais que tu n'as que de très lointains rapports avec François Mitterrand, je te propose plutôt de discuter politique : quelle tactique pour les municipales ? Quelle stratégie unitaire entre révolutionnaires et face aux réformistes ? Pour cela, et quelles que soient nos divergences, tu ignores moins que personne que les colonnes de PH sont toujours ouvertes, et qu'elles ont toujours été ouvertes au PSU plus que celles d'aucun autre organe de presse.

Guerche, tu charries parce qu'en fait, ce dont tu nous juges coupables, c'est de délit d'opinion. Eh bien oui, on avoue : écrire, c'est s'efforcer de convaincre ceux qui lisent. Même s'il existe des désaccords — au demeurant réductibles — avec tel ou tel aspect de la politique du PSU. Est-ce que ça, c'est inqualifiable ? Je fais appel à ton sens de l'humour — que tous tes copains, dont j'espère être, estiment inépuisable — pour te signaler qu'au cas où le PSU participerait au gouvernement, nous nous battons farouchement pour que tu n'aies pas le portefeuille de l'Intérieur... Allez, je t'en serre cinq fraternellement

**pour la rubrique politique de PH
Hervé HAMON ■**

Salut quand même !

C'est parce que je suis un lecteur fidèle de PH, qu'à la lecture du quatrième papier rendant compte des discussions internes du PSU à propos des élections municipales, et constatant qu'à chaque fois il y avait affabulation, que j'ai réagi.

Tu l'as parfaitement compris, Hervé. Et c'est précisément parce qu'il s'agissait de PH qu'il était nécessaire de le faire.

Pour le reste, quand PH fait un numéro comme celui de la semaine

dernière, je crie bravo, deux fois bravo. Et j'applaudis en bon copain.

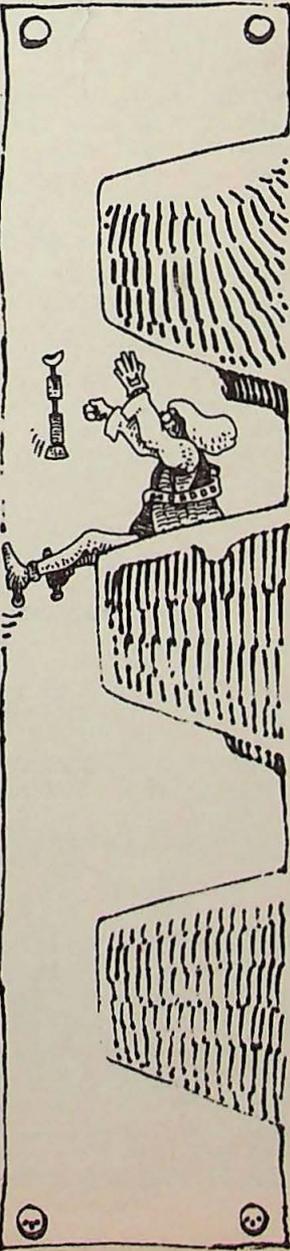
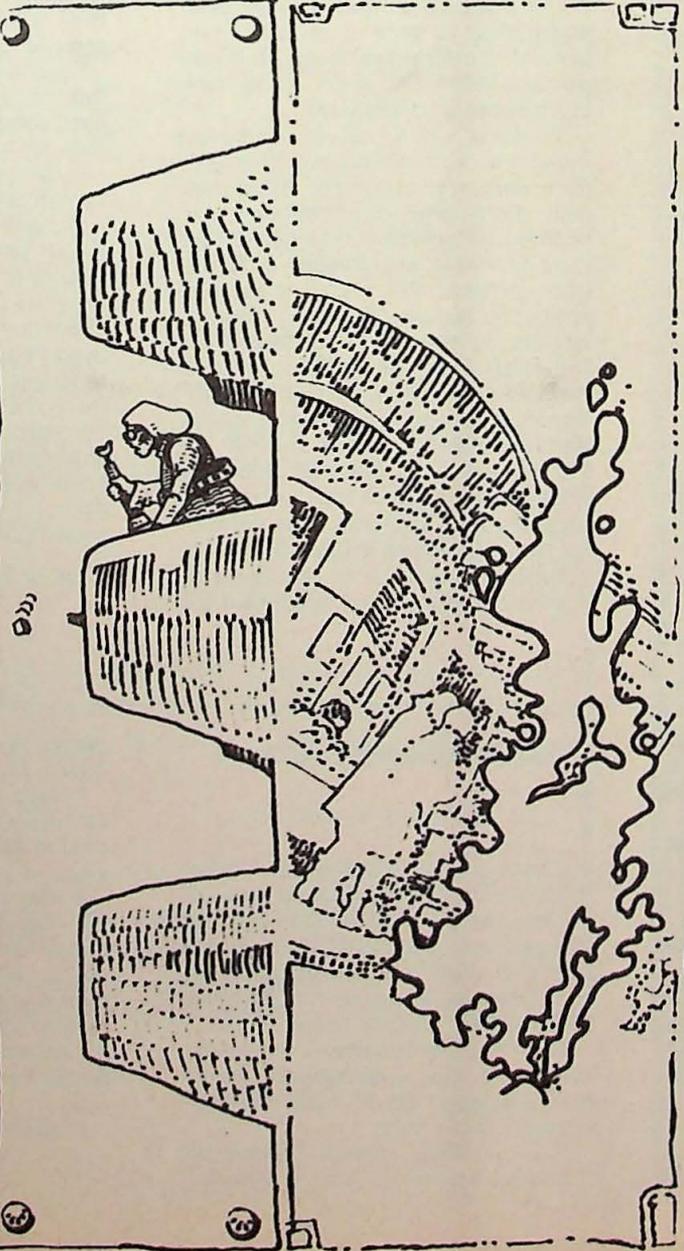
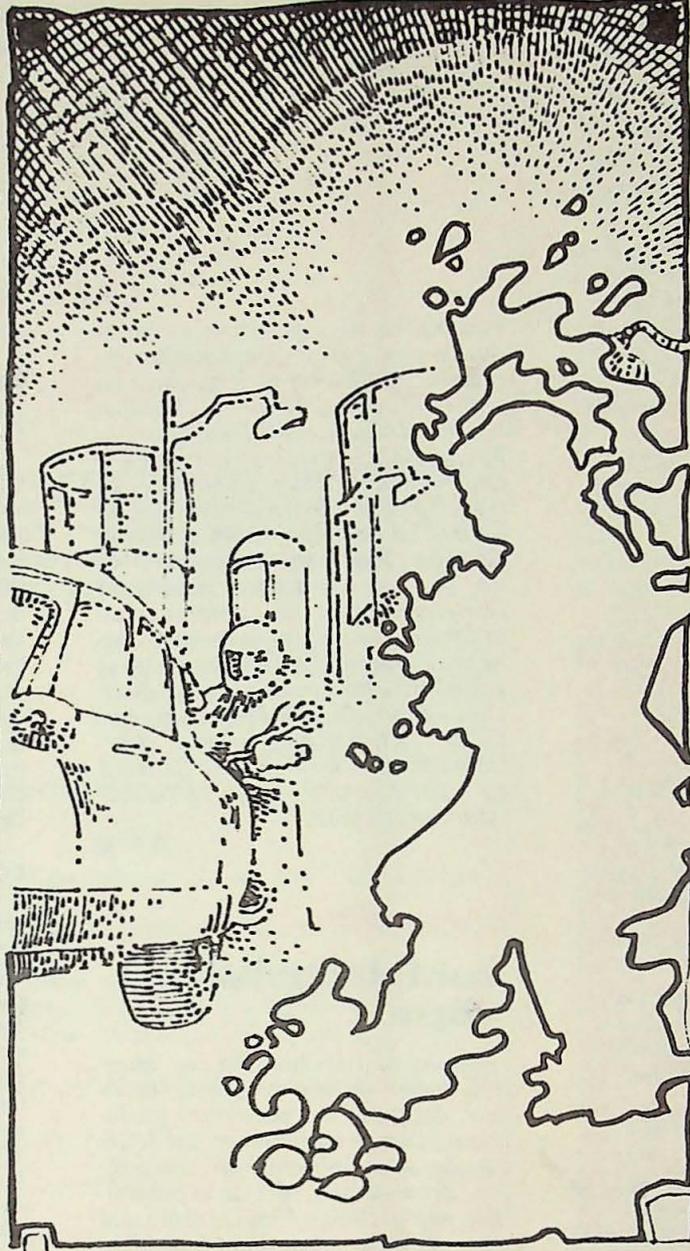
Quant au débat à poursuivre, rassures-toi, nous n'y manquerons pas, et nous irons au fond des choses.

Enfin, comme je connais ton sens de l'humour et que tu comptes parmi les copains, je vais te faire un aveu. Heureusement que nous sommes pour la suppression du ministère de l'Information, parce que s'il en était autrement, je me battrais farouchement pour que tu ne l'aies pas.

Fraternellement à toi.

Christian GUERCHE ■

contact



OLGER 62

(à suivre...)